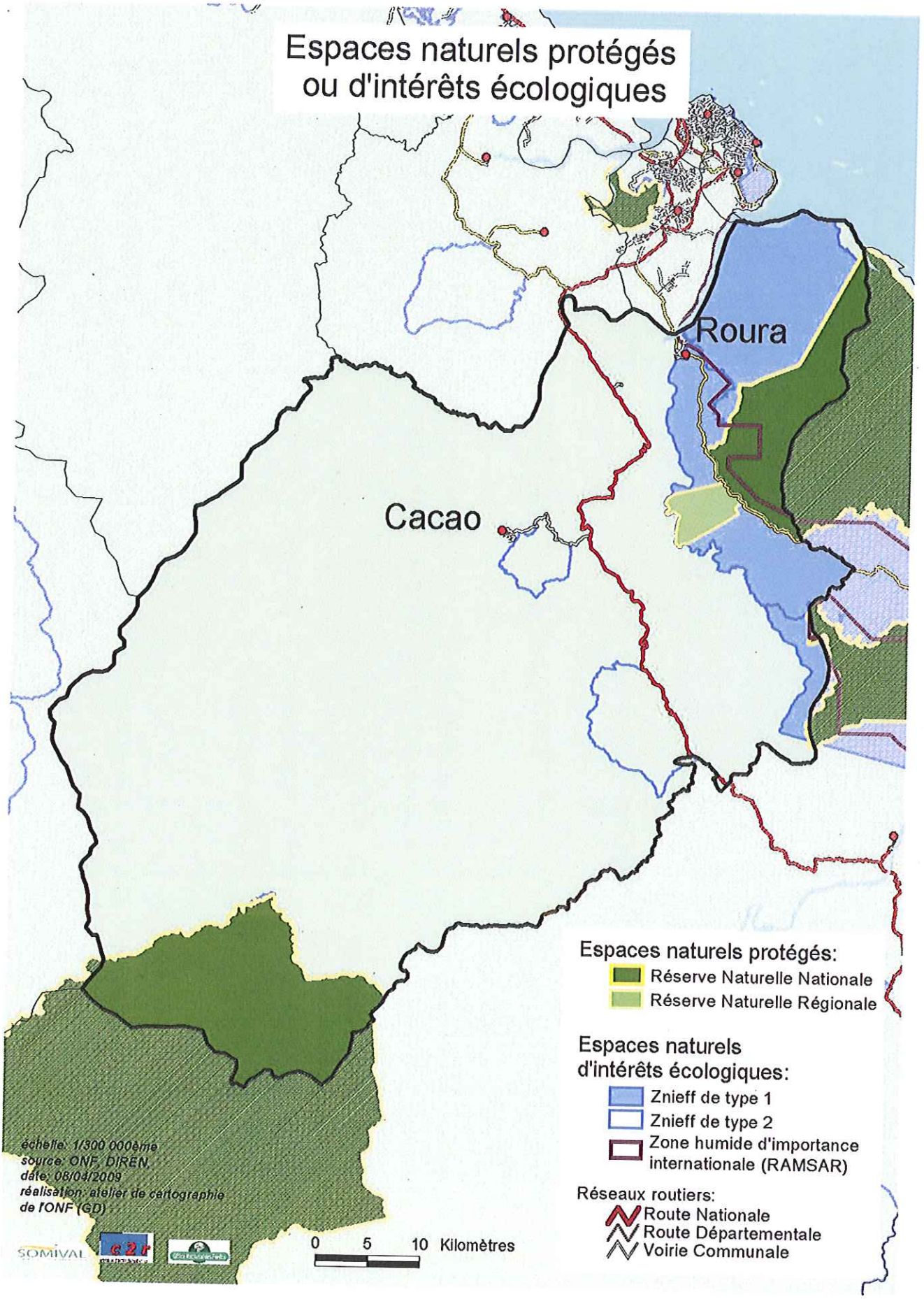
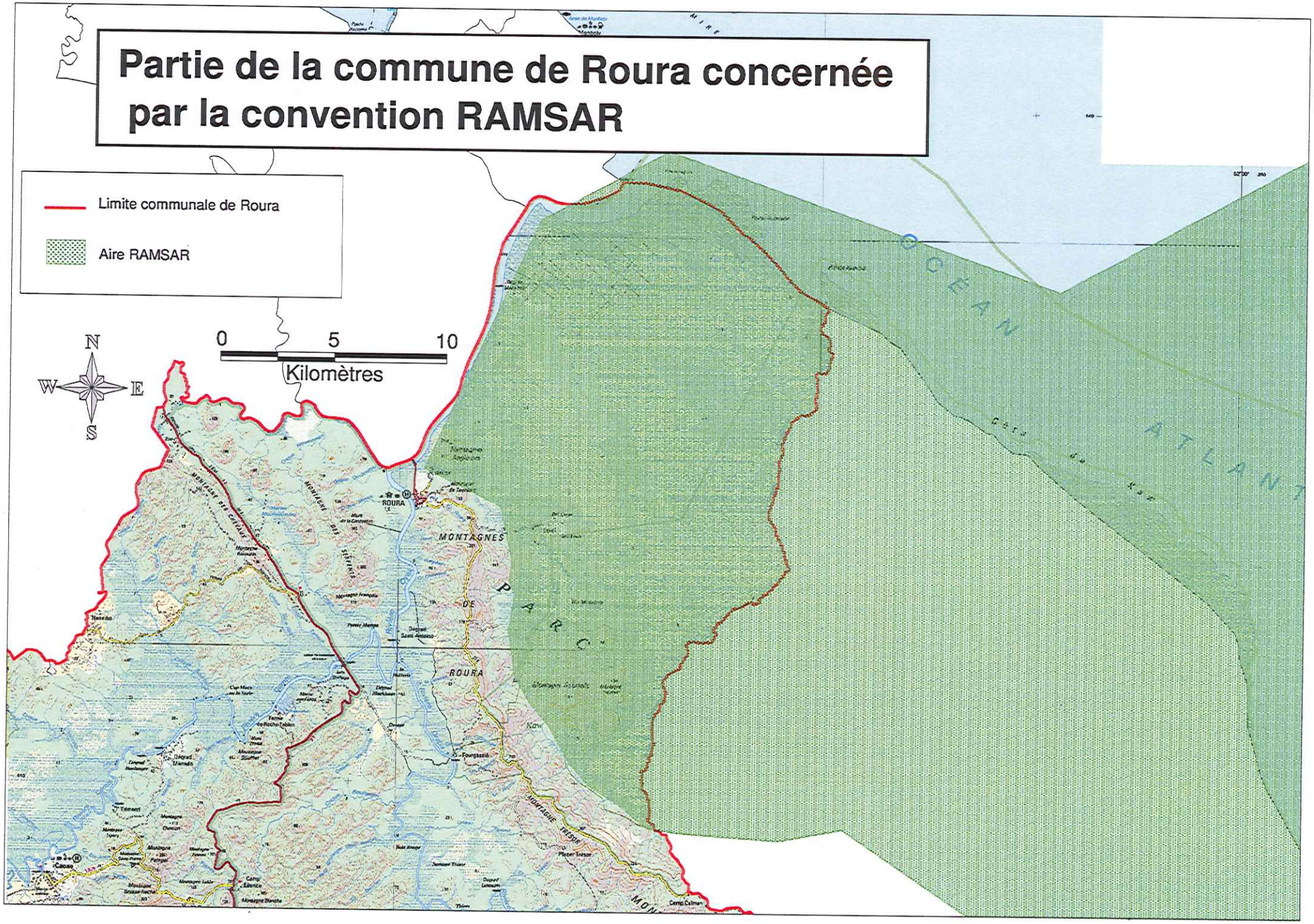
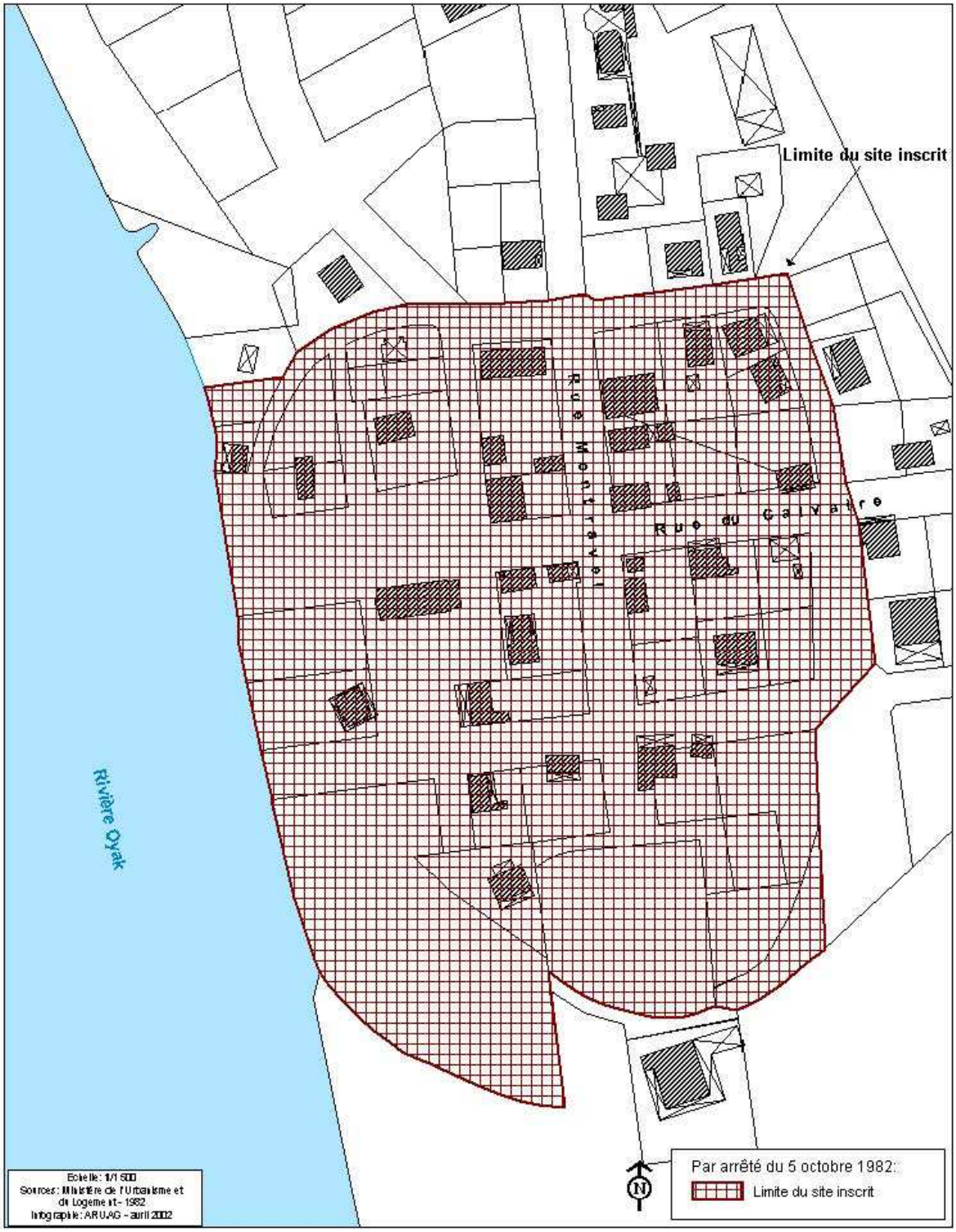

Espaces naturels protégés
ou d'intérêts écologiques
Roura
Cacao
Espaces naturels protégés:
Réserve Naturelle Nationale
Réserve Naturelle Régionale
Espaces naturels
d'intérêts écologiques:
Znieff de type 1
Znieff de type 2
Zone humide d'importance
internationale (RAMSAR)
Réseaux routiers:
Route Nationale
Route Départementale
Voirie Communale
échelle: 1/300 000ème
source: ONF, DIREN,
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie
de l'ONF (GD)
SOMIVAL
c2r
0 5 10 Kilomètres

Partie de la commune de Roura concernée par la convention RAMSAR



DEPARTEMENT DE LA GUYANE
Commune de ROURA

Site inscrit du Bourg de Roura



PREFECTURE DE LA GUYANE

2ème DIRECTION

BUREAU des AFFAIRES FONCIERES

ARRETE n° 179 2D/AF du 10 Février 1983 déclarant d'utilité publique la détermination des périmètres de protection autour de la prise d'eau dans la rivière COMTE, sur la Commune de ROURA.

Le PREFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE de la REGION GUYANE

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant en départements, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion ;

VU le décret du 7 Juin 1947 relatif à l'organisation départementale et à l'institution préfectorale dans les nouveaux départements ;

VU les lois n°s 82-213 et 82-623 des 2 mars et 22 Juillet 1982, relatives aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU les décrets n° 82-389 et 82-390 du 10 Mai 1982, relatifs au pouvoir des Commissaires de la République et de l'Action des Services et Organismes Publics de l'Etat dans les départements et les régions ;

VU l'article L.20 du Code de la Santé Publique ;

VU la loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, modifiant l'article L.20 susvisé ;

VU le décret n° 67.1093 du 15 Décembre 1967 portant règlement d'administration publique, pris pour l'application du nouvel article L 20 du Code de la Santé Publique ;

VU le règlement sanitaire départemental en vigueur ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 3 Novembre 1980 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2025 2D/AF du 13 Octobre 1982 portant ouverture d'une nouvelle enquête d'utilité publique relative aux périmètres de protection de la prise d'eau dans la rivière COMTE à ROURA ;

VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur en date du 25 Novembre 1982 ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Guyane ;

ARRETE

ARTICLE PREMIER:-Est déclarée d'utilité publique la détermination des périmètres de protection autour de la prise

../..

d'eau dans la rivière COMTE sur la Commune de ROURA tels qu'ils figurent sur les plans ci-joints.

ARTICLE 2.- Le périmètre de protection immédiate qui comprend les alentours des ouvrages de captage, de traitement et de pompage de la station, est borné : (voir plan annexé n° 1)

- à l'Est par la Route Nationale n° 2
- au Sud par le fleuve Comté
- à l'Ouest par la criqua Tampoc
- au Nord par une perpendiculaire à la R.N.2

Cette zone a été acquise en toute propriété par le Département et sera clôturée.

Toute pénétration dans ce périmètre d'animaux et de personnes autres que celles affectées à l'exploitation de la station, est interdite.

ARTICLE 3.- Le périmètre de protection rapprochée intéresse les terrains (dont le niveau est inférieur à la côte + 10,00 m) situés dans un cercle de UN kilomètre de rayon centré sur la prise d'eau (voir Plan Annexé n° 2)

A l'intérieur de cette zone :

1 - Toutes les constructions existantes devront, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de publication du présent arrêté être aménagées et équipées, afin de satisfaire aux règles d'hygiène, à savoir : traitement des eaux grasses par dégraisseur-décanteur, traitement des eaux vannes par fosse septique ou W.C chimique.

Elles devront plus généralement, respecter la législation sur les permis de construire (articles L 421-1 à L 421-9 et R.421-1 à R.421-59 du Code de l'Urbanisme). Dans tous les cas, les rejets, après traitement des eaux usées, seront situées à plus de 30 mètres de la rive.

2 - Toute nouvelle implantation de carbets devra faire l'objet d'une demande de permis de construire qui sera étudiée, cas par cas, par les Services compétents :

- Elle devra respecter les règles d'hygiène à savoir : traitement des eaux grasses par décanteur-dégraisseur. traitement des eaux vannes par fosse septique ou W.C. chimique.
- Elle devra respecter la législation sur les permis de construire : Articles L.421 à L.421.9 et R 421.1 à R 421-59 du Code de l'Urbanisme.

.../...

- La construction devra être située sur une parcelle du plus de 1 hectare.

- Dans tous les cas, les constructions devront être implantées à plus de 50 m. de la rive du fleuve ou du cours d'eau et les rejets des eaux usées, après traitement, seront situés à plus de 50 mètres de la rive.

- La densité linéaire moyenne de carbets est limitée à 10 carbets au kilomètre de cours d'eau.

- Toute installation commerciale, industrielle, artisanale ou agricole est interdite.

3 - Les déchets solides devront être enfouis dans le sol, en zone non inondable et à plus de 30 mètres de la rive, sous la responsabilité des occupants.

4 - la navigation à moteur sur la crique Tampoc est interdite.

5 - la réparation et le nettoyage des moteurs de bateau sont interdits.

6 - le stockage des hydrocarbures est interdit.

7 - le titulaire d'une concession devra adresser à la Direction Départementale de l'Equipement, une demande d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial pour toutes les installations réalisées ou projetées : ouvrage d'accostage, passage de canalisations.

ARTICLE 4.- Le périmètre de protection éloignée est délimité par les conditions suivantes (voir plan annexé n° 3)

- à l'amont de la prise d'eau, il englobe tout le bassin versant des cours d'eau ou parties de cours d'eau (La Comté et les criques affluentes) situés à moins de douze (12) kilomètres (mesurés en suivant le tracé des cours d'eau) du captage dans la COMTE.

- à l'aval de la prise d'eau, il englobe tout le bassin versant du tronçon Ilets St-Régis-Deux Branches, à l'exception du bassin versant des cours d'eau (La crique Pinot et ses affluents) situés à plus de 12 kilomètres (mesurés en suivant le tracé des cours d'eau) du confluent Crique Pinot-Comté.

A l'intérieur de la zone ainsi définie :

1 - toutes les constructions devront respecter la législation sur les permis de construire (articles L 421-1 à L 421-9 et R.421-1 à R. 421-59 du Code de l'Urbanisme) et, en

../..

particulier les règles d'hygiène, à savoir : traitement des eaux grasses par dégraisseur-décanteur, traitement des eaux vannes par fosse septique ou W.C chimique. Dans tous les cas, les rejets, après traitement, des eaux usées seront situés à plus de 30 mètres de la rive.

2 - les constructions seront implantées de manière à laisser un espace libre minimum de 15 m.en bordure du cours d'eau. Cet espace pourra être augmenté en tenant compte de la topographie des lieux.

3 - les déchets solides devront être enfouis dans le sol, en zone non inondable et à plus de 30 mètres de la rive, .. sous la responsabilité des occupants.

4 - le titulaire d'une concession devra adresser à la Direction Départementale de l'Equipement, une demande d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial pour toutes les installations réalisées ou projetées : ouvrage d'accostage, passage de canalisations...

5 - La réparation et le nettoyage des moteurs de bâteau sont interdits.

6 - toute demande d'occupation d'installation commerciale, industrielle, artisanale ou agricole doit comporter une étud d'impact sur l'environnement.

7 - les élevages des porcs sont interdits.

8 - tout exploitant devra préserver, en bordure des cours d'eau, une bande de terres non cultivées de 50,00 m. de large.

Cette bande de terrain sera maintenue dans l'état naturel.

9 - la densité linéaire moyenne de carbets est limitée à 10 carbets au kilomètre de cours d'eau.

ARTICLE 5.- Dans le bassin versant de la COMTE, tout exploitant devra préserver en bordure des cours d'eau, une bande de terres non cultivées de 50,00 m de large.

Cette bande de terrain sera maintenue dans l'état naturel.

ARTICLE 6.- MM. le Secrétaire Général de la Guyane, le Maire de la Commune de ROURA, le Directeur Départemental de

../..

l'Equipement et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

P/ Le PREFET, COMMISSAIRE de la REPUBLIQUE
de la REGION GUYANE
Le Secrétaire Général

Signé : J.C. TERRIER

AMPLIATIONS.-

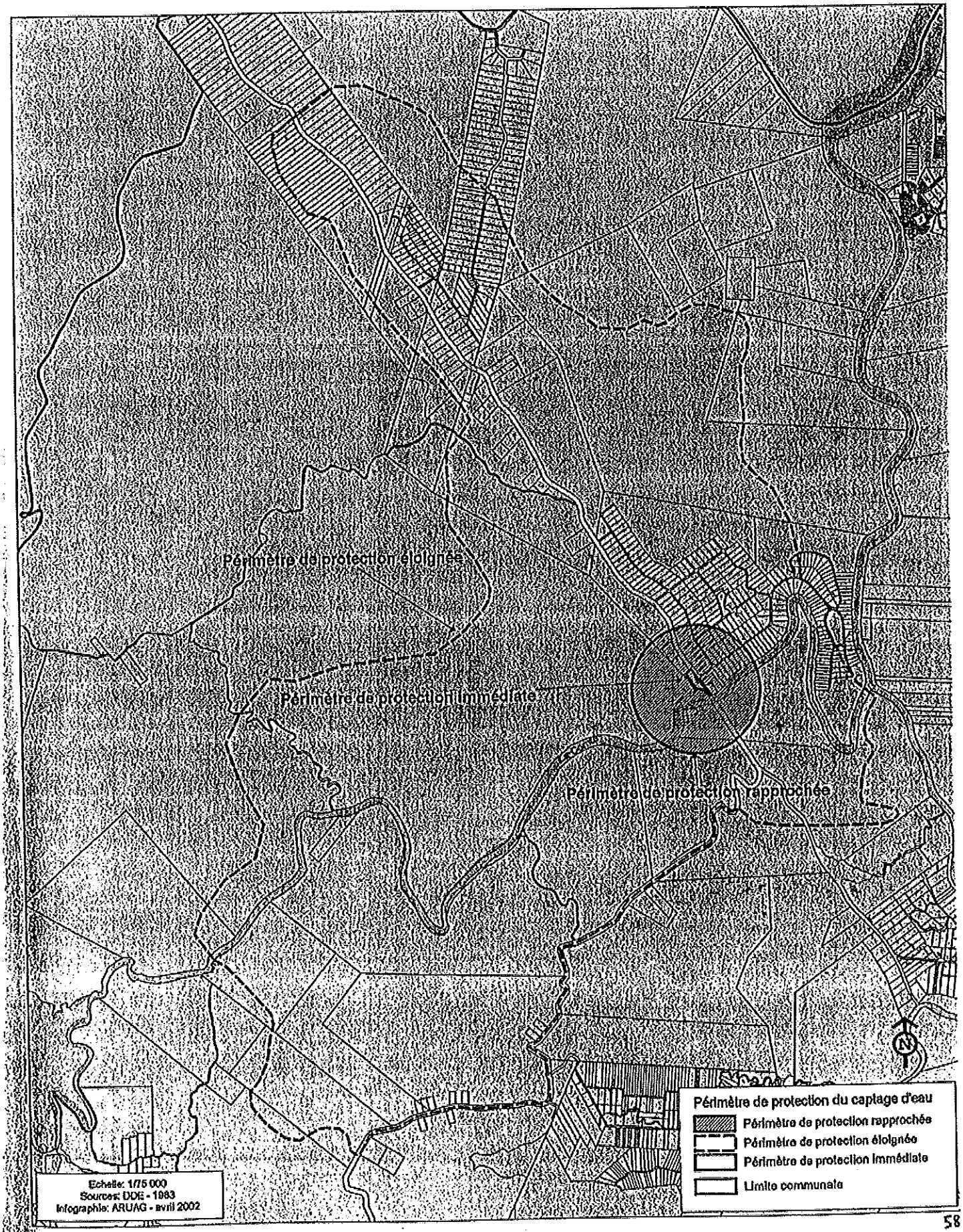
2D/AF 5
D A S S 4
D D E 10
Maire de ROURA.. 10
B.A.A..... 1

Pour ampliation
Le Chef du Bureau des Affaires
Foncieres :

M. BERTRAND

DEPARTEMENT DE LA GUYANE
Commune de ROURA

Périmètre de protection du captage de la Comté



PREFECTURE DE LA GUYANE

ème DIRECTION

ureau de la programmation
t du patrimoine de l'Etat

ARRETE N° 6 923D/2B du 18 avril 1983
déclarant d'utilité publique la détermination
des périmètres de protection autour de la
prise d'eau dans la crique CACAO, sur le
territoire de la commune de ROURA.

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DE LA REGION GUYANE

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant en départements la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion ;

VU le décret du 7 juin 1947 relatif à l'organisation départementale et à l'institution préfectorale dans les nouveaux départements ;

VU les lois n° 82-213 et 82-623 des 2 mars et 22 juillet 1982, relatives aux droits et libertés des communes , des départements et des régions ;

VU les décrets n° 82-389 et 82-390 du 10 mai 1982, relatifs au pouvoir des commissaires de la République et de l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements et les régions ;

VU l'article L.20 du code de la santé publique ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, modifiant l'article L.20 susvisé

VU le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique, pris pour l'application du nouvel article L.20 du code de la santé publique ;

VU le règlement sanitaire départemental en vigueur ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 17 mai 1983 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1897 - 3D/AF du 4.11.83 portant ouverture d'une enquête d'utilité publique relative aux périmètres de protection de la prise d'eau dans la crique CACAO sur le territoire de la commune de ROURA ;

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur, suite à cette enquête publique ;

SUR la proposition de M. le secrétaire général de la Guyane ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER : Est déclarée d'utilité publique la détermination des périmètres de protection autour de la prise d'eau dans la crique CACAO sur le territoire de la commune de ROURA.

./.

./.

ARTICLE 6 - M. le secrétaire général de la Guyane, le maire de la commune de ROURA, le directeur départemental de l'équipement et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté..

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DE LA REGION GUYANE,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-Claude TERRIER

Ampliations

3B-2B	...	5
DDE	...	8
Maire ROURA	...	6
Presse de Guyane	...	1
DAA	...	1
Gendarmerie	...	5
DDA	...	3
DASS	...	4

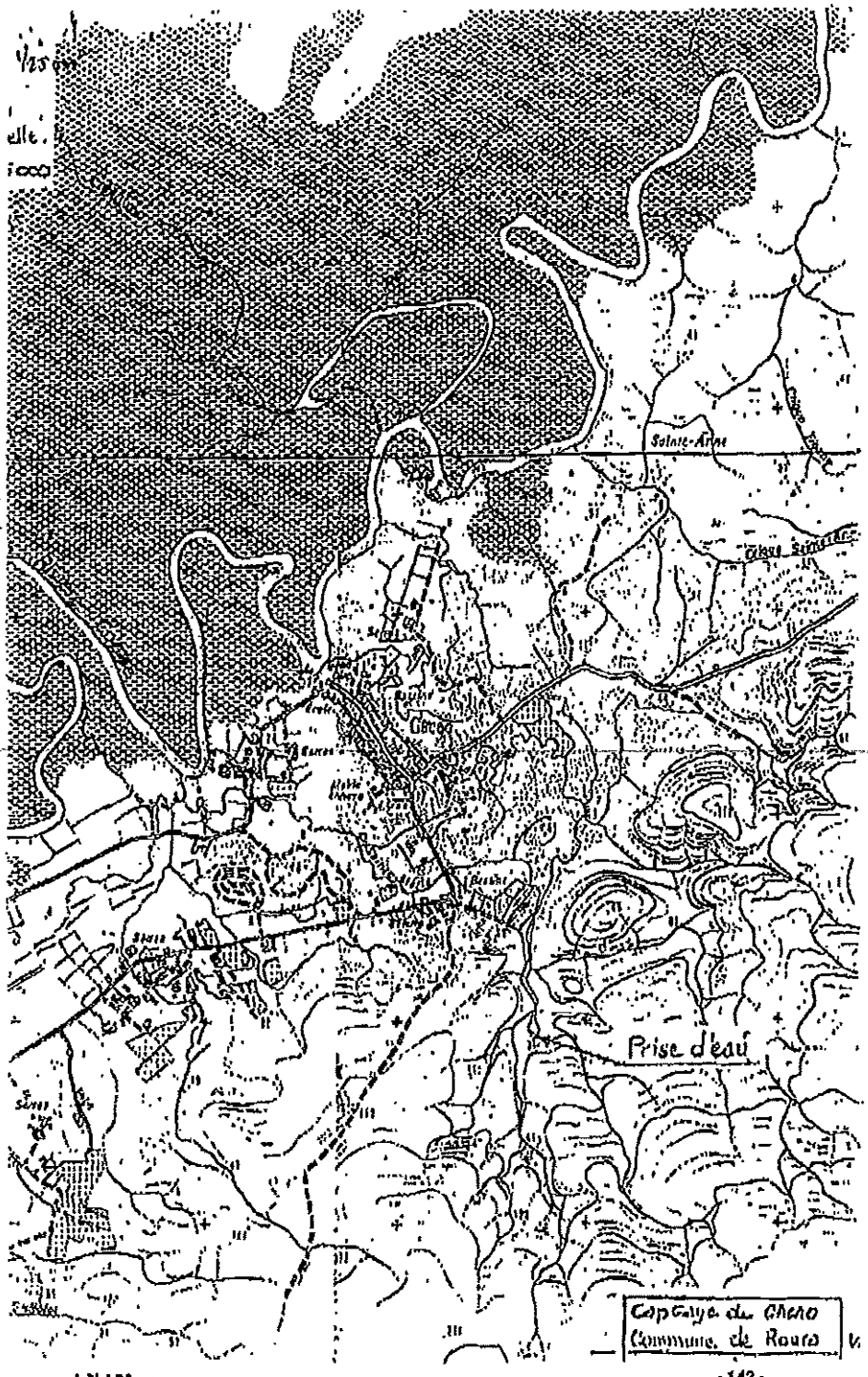
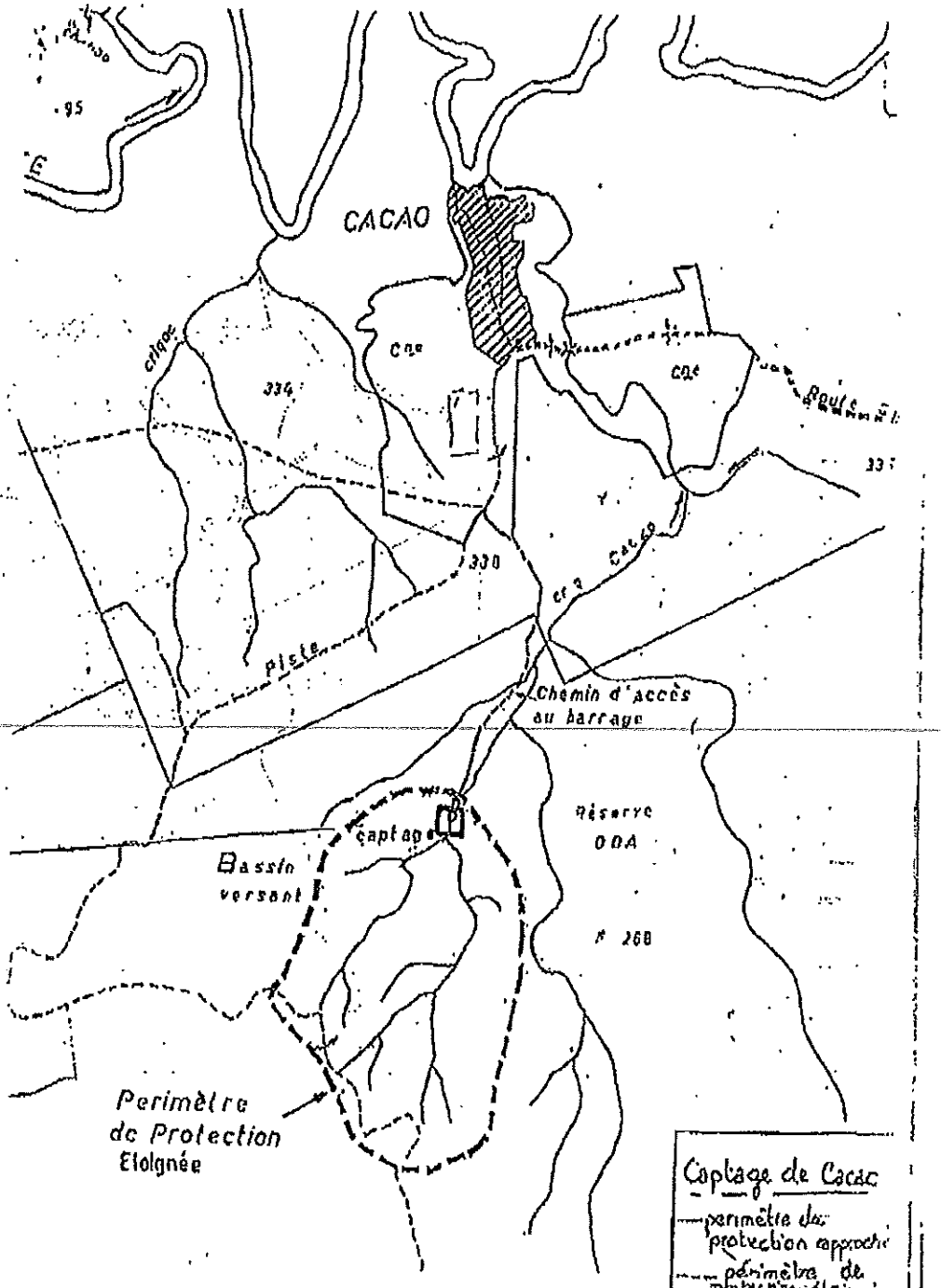
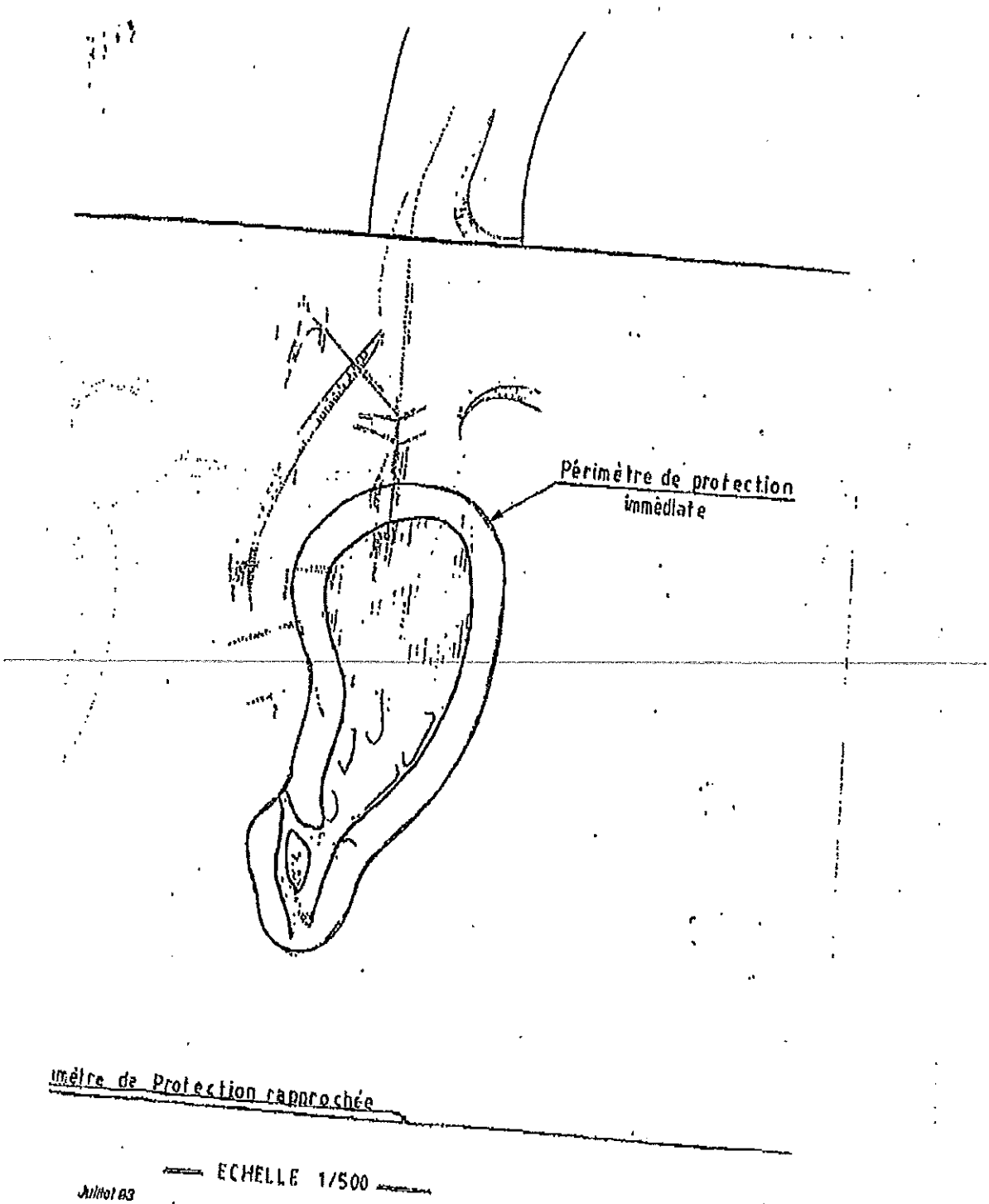


FIGURE 64



Juillet 03

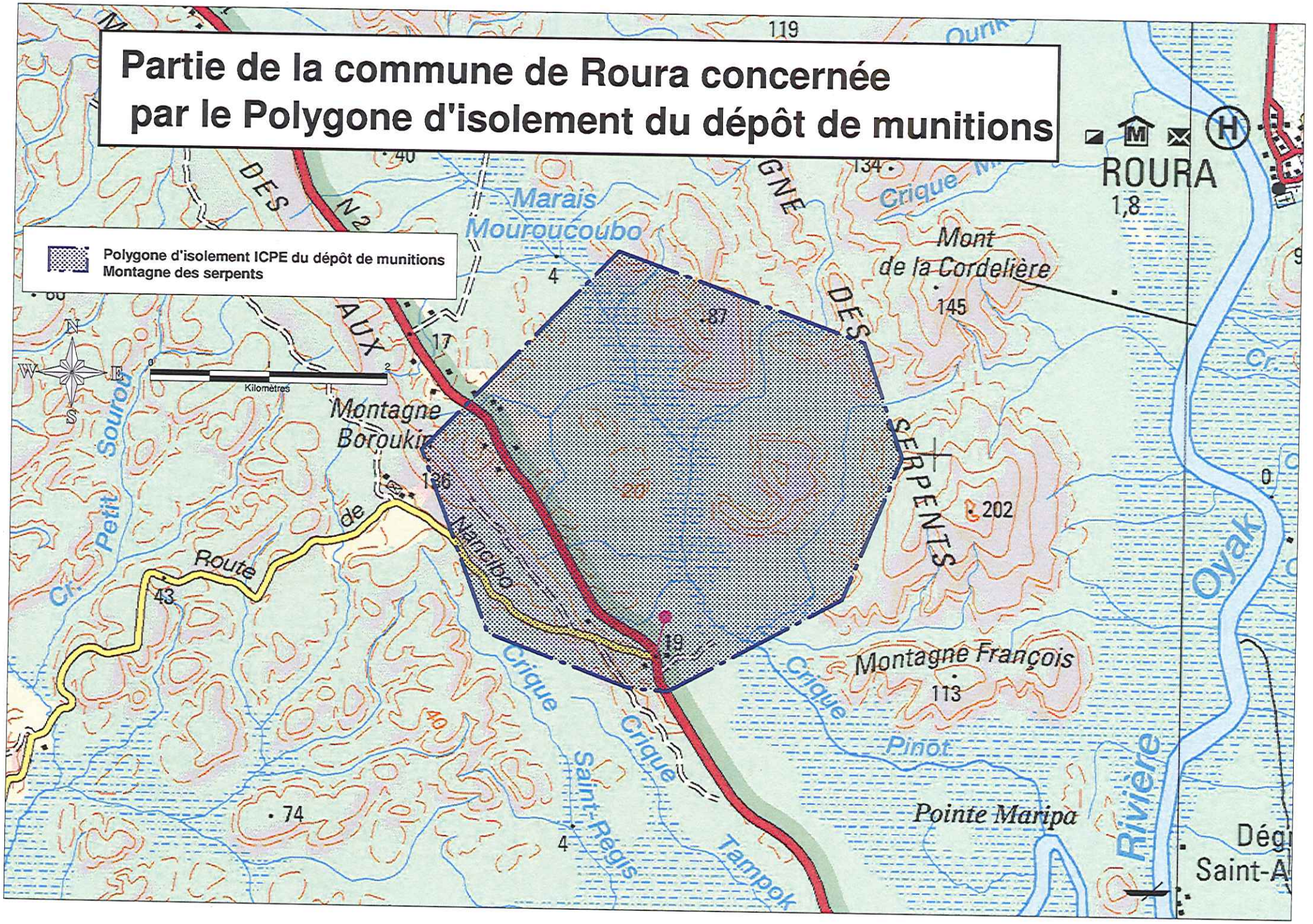
FIGURE 55

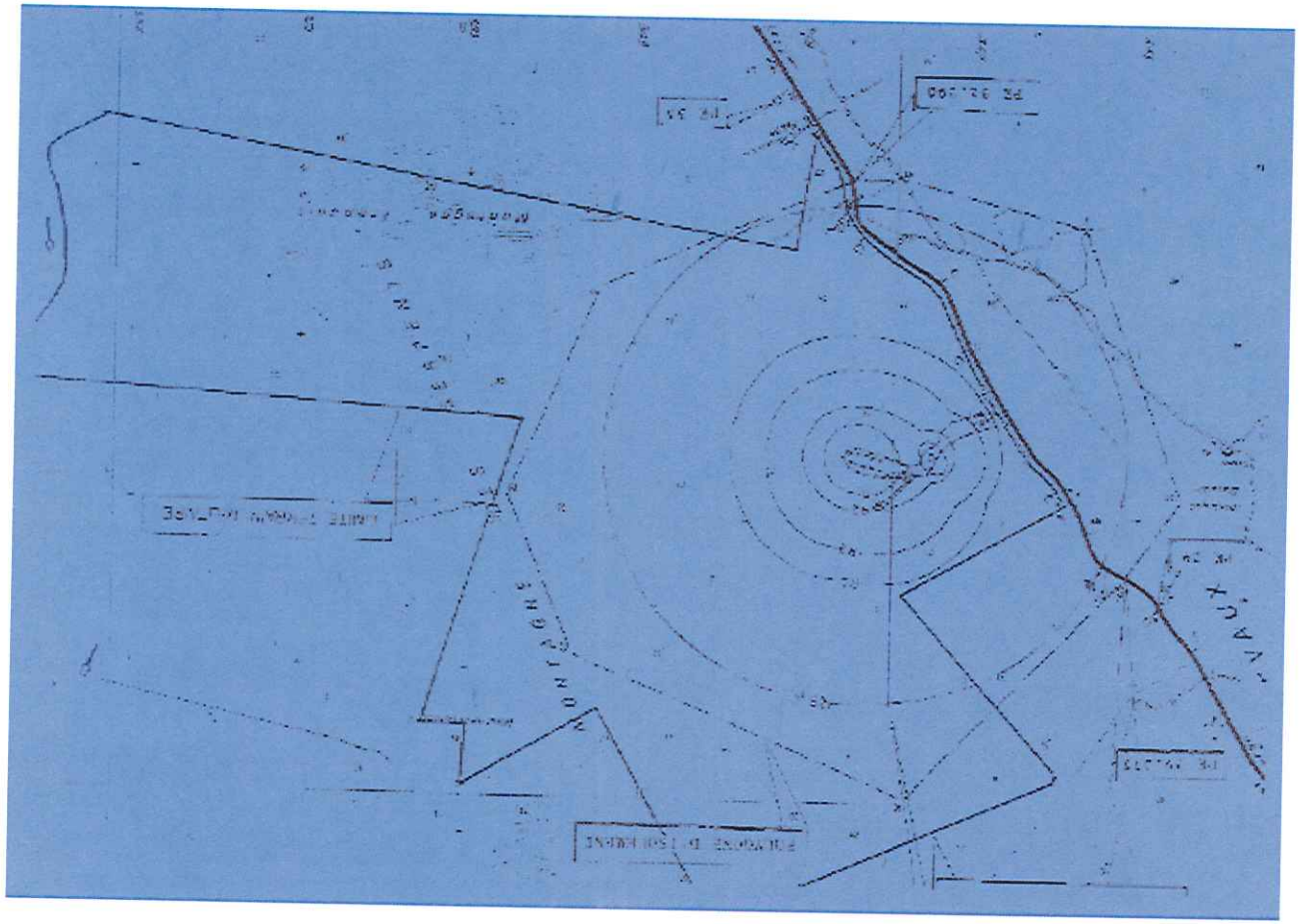


Juillet 83

FIGURE 56

Partie de la commune de Roura concernée par le Polygone d'isolement du dépôt de munitions





Décret du 15 février 1994 portant classement du dépôt de munitions de l'armée de terre dit de la « Montagne des Serpents », à Roura (Guyane), et création d'un polygone d'isolement autour de son emprise

NOR : DEFD9400159D

Par décret en date du 15 février 1994, le dépôt de munitions dit de la « Montagne des Serpents », à Roura (Guyane), est classé en tant qu'établissement servant à la conservation à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices et explosifs.

Il est créé autour de son emprise un polygone d'isolement à l'intérieur duquel aucune construction de nature quelconque ne pourra être réalisée sans l'autorisation du ministre de la défense.

Le plan annexé audit décret (1) (annexe I) indique les limites de ce polygone (trait orange) qui englobent les terrains figurant sur l'état parcellaire également annexé (annexe II) audit décret.

---

(1) Ces annexes peuvent être consultées auprès de la direction des travaux navals de Guyane, B.P. 79, 97326 CAYENNE CEDEX.

Décret du 15 février 1994 portant classement du dépôt de munitions de l'armée de terre de Brienne-le-Château (Aube) et création d'un polygone d'isolement autour de son emprise

NOR : DEFD9400160D

Par décret en date du 15 février 1994, le dépôt de munitions de Brienne-le-Château (Aube) est classé en tant qu'établissement servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices et explosifs.

Il est créé autour de son emprise un polygone d'isolement à l'intérieur duquel aucune construction de nature quelconque ne pourra être réalisée sans l'autorisation du ministre de la défense.

Le plan annexé audit décret (1) (annexe I) indique les limites de ce polygone (trait orange) qui englobent les terrains figurant sur l'état parcellaire également annexé (annexe II) audit décret.

Le décret du 29 février 1860 portant classement de l'établissement de réserve générale de munitions de Brienne-le-Château et création d'un polygone d'isolement autour de ce dépôt est abrogé.

---

(1) Ces annexes peuvent être consultées auprès de l'établissement du génie de Châlons-sur-Marne, 3, rue de la Charrière, 51021 CHÂLONS-SUR-MARNE CEDEX.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Arrêté du 10 janvier 1994 fixant au titre de l'année 1994 le nombre de places offertes au concours interne de recrutement de professeurs agrégés stagiaires de l'enseignement du second degré (agrégation)

NOR : MENP9400004A

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la fonction publique en date du 10 janvier 1994, le nombre des places offertes au concours interne de recrutement de professeurs agrégés stagiaires de l'enseignement du second degré (agrégation) est fixé à 2 000 au titre de l'année 1994.

Arrêté du 10 janvier 1994 fixant au titre de l'année 1994 le nombre de places offertes au concours externe de recrutement de professeurs agrégés stagiaires de l'enseignement du second degré (agrégation)

NOR : MENP9400003A

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la fonction publique en date du 10 janvier 1994, le nombre de places offertes au concours externe de recrutement de professeurs agrégés stagiaires de l'enseignement du second degré (agrégation) est fixé à 3 000 au titre de l'année 1994.

Arrêté du 21 janvier 1994 modifiant l'arrêté du 14 mai 1991 relatif aux modalités de recrutement des ouvriers d'entretien et d'accueil des établissements d'enseignement du ministère de l'éducation nationale

NOR : MENA9400014A

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la fonction publique,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 51-462 du 24 mai 1951 fixant les dispositions statutaires applicables aux corps des ouvriers d'entretien et d'accueil, des ouvriers professionnels et des maîtres-ouvriers des établissements d'enseignement du ministère de l'éducation nationale et au corps des intendants de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 14 mai 1991 relatif aux modalités de recrutement des ouvriers d'entretien et d'accueil des établissements d'enseignement du ministère de l'éducation nationale,

Arrêtent :

Art. 1er. - A l'article 4 de l'arrêté du 14 mai 1991 susvisé, les mots, au troisième alinéa :

« Un chef d'établissement d'enseignement du second degré, président ; »

et les mots, au huitième alinéa :

« Un chef d'établissement d'enseignement du second degré, président du groupe ; »

sont remplacés respectivement par :

« Un fonctionnaire appartenant à un corps de personnels de direction d'établissements d'enseignement ou de formation relevant du ministre de l'éducation nationale, président ; »

et par :

« Un fonctionnaire appartenant à un corps de personnels de direction d'établissements d'enseignement ou de formation relevant du ministre de l'éducation nationale, président du groupe ; »

Art. 2. - Les recteurs d'académie et les inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'éducation nationale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 janvier 1994.

Le ministre de l'éducation nationale,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des personnels administratifs, ouvriers et de service,
J. RICHARD

Le ministre de la fonction publique,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général de l'administration et de la fonction publique :
Le sous-directeur,
C. NOBLETZ

Arrêté du 7 février 1994 fixant au titre de l'année 1994 le nombre de places offertes au concours externe de recrutement de professeurs stagiaires en vue de l'obtention du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré

NOR : MENP9400026A

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la fonction publique en date du 7 février 1994, le nombre des places offertes au concours externe de recrutement de professeurs stagiaires en vue de l'obtention du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré est fixé à 12 850 au titre de l'année 1994.

Procédure de lancement des demandes de construction dans un polygone d'isolement relevant d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)

Textes de références :

- Loi du 8 août 1929, modifiée, concernant les servitudes autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs ;

- Décret n° 79-846 du 28 septembre 1979, portant règlement d'administration publique sur la protection des travailleurs contre les risques particuliers auxquels ils sont soumis dans les établissements pyrotechniques ;

- Arrêté du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechnique.

1. Rappel préliminaire

La loi du 8 août 1929 répond à un double objectif :

a. assurer la protection des installations militaires à l'intérieure de l'enceinte pyrotechnique.

b. assurer la protection de l'habitat environnant, y compris les voies de circulation extérieures à l'installation contre les risques pyrotechniques créés par les magasins et autres installations pyrotechnique.

2. Catégories de servitudes

La loi prévoit deux catégories de servitudes bien distinctes :

a. La première correspond à deux zones de servitudes de 25 à 50m totalement inconstructible.

b. La deuxième concerne la création de polygones d'isolement qui ont pour but de limiter le développement de l'urbanisation dans la zone comprise à l'intérieure de ces polygones.

En outre, en raison de leur éloignement de l'enceinte de ces installations pyrotechniques, ils sont situés partiellement ou en totalité, sur des terrains n'appartenant pas au domaine militaire et, en conséquence, ces polygones grèvent les propriétés privées d'une servitude publique.

Conséquences :

Toutes les constructions comprises dans le périmètre de ces polygones d'isolement ne sont pas totalement interdites mais soumise à l'autorisation préalable du ministre de la défense qui dispose en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire pour les accepter ou les refuser (cf. art 5 de la loi).

3. Procédure applicable aux demandes de construction dans le polygone d'isolement

Elle est défini par l'article R. 421-38.12 du code de l'urbanisme qui prévoit que le permis de construction ne peut être délivré qu'avec l'accord du ministre de la défense ou de son délégué (Direction des Travaux du Génie de Cayenne pour la Guyane) dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargé de son instruction .

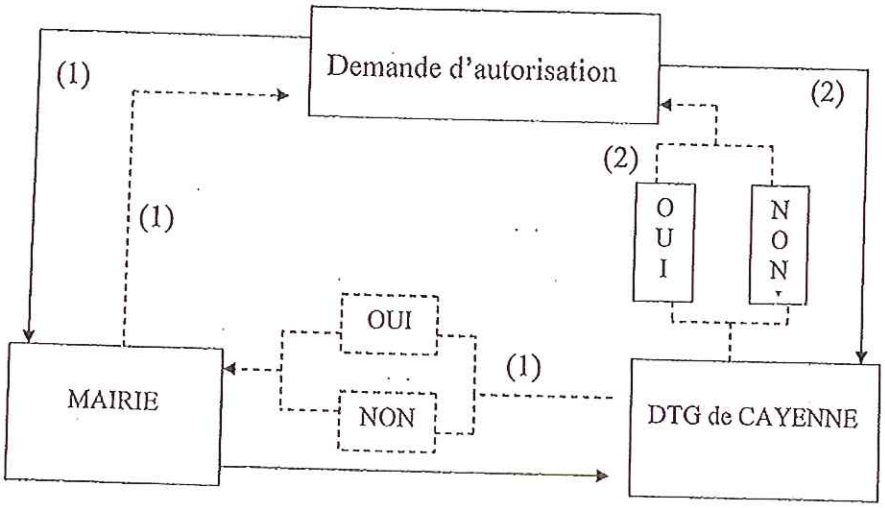
Cependant, l'article R.421-36.14 du code de l'urbanisme prévoit également « que dans les communes pourvues d'un POS non approuvé, la décision concernant la demande de permis de construire dans un polygone d'isolement est prise par le préfet », et non par le maire de la commune.

4. Principe d'établissement d'une demande d'autorisation

Une demande d'autorisation (établie sur papier libre) du propriétaire (précise l'usage et la destination de la construction envisagée), accompagnée de :

- Un plan détaillé de la construction précisant notamment les principales dimensions et la nature des matériaux ;
- Un plan de situation de la construction (extrait de carte au 1/25000 ou au 1/50000) ;
- Un extrait de plan parcellaire sur lequel figure les abords de la construction dans un rayon de 125 mètres.

Synoptique (deux cas)



(1) Par l'intermédiaire de la Mairie
(2) Directement à la DTG par le demandeur

Nota : chaque autorisation n'est valable qu'a l'égard du projet pour lequel elle est sollicitée. Elle devient caduque si, dans un délai de deux ans après avoir été notifiée au pétitionnaire, les constructions qui en ont fait l'objet n'ont pas encore été mises en chantier.
La mention de ces conditions est portée sur chaque autorisation.

Ar 3

SERVITUDES DE PROTECTION DE CERTAINS ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes concernant les magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres et explosifs de l'armée et de la marine.

Loi du 8 août 1929.

Décret n° 62-469 du 13 avril 1962.

Arrêté du 26 septembre 1980 fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques.

Circulaire du 8 mai 1981 prise pour l'application de l'arrêté du 26 septembre 1980.

Code de l'urbanisme, articles L. 421-1, L. 422-2, R. 421-36 (13°), R. 421-38-12 et R. 422-8.

Ministère de la défense (direction de l'administration générale, sous-direction du domaine et de l'environnement).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Application des dispositions de la loi du 8 août 1929 et du décret du 13 avril 1962, aux deux zones de prohibitions et éventuellement au polygone d'isolement, en vue d'assurer la sécurité autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs :

- première zone s'étendant des murs d'enceinte de ces magasins ou du pied du remblai si le magasin est recouvert de terre, jusqu'à 25 mètres ;
- deuxième zone de 25 mètres à 50 mètres, des murs d'enceinte de magasins ou du pied du remblai si le magasin est couvert de terre ;
- polygone d'isolement créé si les circonstances l'exigent par décret à l'initiative du ministre chargé des armées compte tenu des risques de voisinage. Les terrains compris dans le polygone d'isolement seront déterminés par un plan parcellaire et les propriétaires intéressés figureront sur un état parcellaire tels qu'ils sont inscrits au cadastre (décret du 13 avril 1962).

Le préfet et le directeur départemental de l'équipement sont consultés préalablement à l'institution du polygone d'isolement.

B. - INDEMNISATION

Prévue selon la procédure d'expropriation lorsque les propriétaires sont amenés à procéder à la suppression des constructions, clôtures en bois, plantations d'arbres, dépôts de matières combustibles ou autres existants avant la création du magasin.

C. - PUBLICITÉ

Polygone d'isolement

Notification au domicile des intéressés ou leurs représentants, par lettre recommandée, du décret et des plans et états parcellaires qui y sont annexés.

Lorsqu'une notification n'a pas touché son destinataire, il y est procédé par acte extrajudiciaire (décret du 13 avril 1962).

Le préfet et le directeur départemental de l'équipement ainsi que le maire de la commune de situation des installations reçoivent copie du décret.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Première zone, deuxième zone et polygone d'isolement

Obligation pour l'administration intéressée qui ordonne la suppression de constructions, usines ou établissements pourvus de foyers avec ou sans cheminée d'appel de recourir à la procédure d'expropriation.

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Première zone, deuxième zone et polygone d'isolement

Obligation pour les propriétaires de clôtures en bois, plantations d'arbres, dépôts de matières combustibles ou autres, existant antérieurement, de procéder à leur suppression sur ordre de l'administration intéressée.

Polygone d'isolement

Obligation pour les propriétaires concernés de demander préalablement à l'édification de toute construction de quelque nature qu'elle soit, l'autorisation du ministre chargé des armées.

Lorsque la construction est soumise à permis de construire, celui-ci ne peut être délivré qu'avec l'accord du ministre chargé des armées ou de son délégué. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction (art. R. 421-38-12 du code de l'urbanisme) (1).

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire, mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité visée à l'article R. 421-38-12 du dit code. L'autorité ainsi consultée fait connaître son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, l'autorité consultée est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Première zone

Interdiction pour les propriétaires :
- de procéder à des plantation d'arbres de haute tige ;
- d'établir des conduites de gaz ou de liquides inflammables ;
- d'effectuer des emmagasinements et dépôts de bois, fourrage ou matières combustibles.

Deuxième zone

Interdiction d'établir des usines et établissements pourvus de foyers avec ou sans cheminée d'appel et ce sur toute la distance de 50 mètres.

2° Droits résiduels du propriétaire

Néant.

(1) Lorsque la construction projetée est située sur un terrain d'une commune non pourvue d'un plan d'occupation des sols approuvé, le permis de construire est délivré par le préfet et non par le maire de cette commune (art. R. 421-36 [13°]).

LOI DU 8 AOÛT 1929

concernant les servitudes autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs

(*Journal officiel* du 9 août 1929)

Art. 1er. - Aucune construction de nature quelconque autre que des murs de clôture ne pourra être élevée à une distance moindre de 25 mètres des murs d'enceinte des magasins à poudres, artifices ou explosifs de la guerre ou de la marine.

Sont prohibés dans la même étendue l'établissement des conduites de gaz ou de liquides inflammables, des clôtures en bois et des haies sèches, les emmagasinements et dépôts de bois, fourrages ou matières combustibles et la plantation d'arbres à haute tige.

Les murs d'enceinte dont il s'agit sont les murs d'enceinte individuelle des magasins. Dans le cas où il n'existe pas de murs d'enceinte individuelle, si le magasin est recouvert de terre, la distance est comptée à partir du pied du remblai ; si le magasin n'est pas recouvert de terre, la distance est comptée à partir de la paroi extérieure du magasin.

Art. 2. - Sont également prohibés jusqu'à une distance de 50 mètres des mêmes murs d'enceinte, les usines et établissements pourvus de foyers avec ou sans cheminée d'appel.

Art. 3. - La suppression des constructions, clôtures en bois, plantations d'arbres, dépôts de matières combustibles ou autres existant dans les limites ci-dessus antérieurement à la création du magasin, pourra être ordonnée moyennant indemnité, lorsqu'ils seront de nature à compromettre la sécurité ou la conservation des magasins.

Dans le cas où cette suppression s'applique à des constructions ou établissements mentionnés à l'article 2, il est procédé à l'expropriation, conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841.

Dans les autres cas, l'indemnité sera réglée conformément à la loi du 16 septembre 1807.

Art. 4. - Si les circonstances l'exigent, en raison des risques mutuels de voisinage, le ministre de la Guerre et le ministre de la Marine sont autorisés à créer, en outre, un polygone d'isolement autour de chacun de leurs établissements classés comme servant à la conservation, à la manipulation ou à fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs.

Art. 5. - A l'intérieur de ce polygone d'isolement, aucune construction de nature quelconque ne pourra être réalisée sans l'autorisation du ministre de la Guerre ou du ministre de la Marine, selon le cas.

Art. 6. - Le classement de chaque établissement sera prononcé par décret.

Un plan parcellaire annexé au décret déterminera les terrains compris dans le polygone d'isolement : il indiquera les noms de chaque propriétaire, tels qu'ils sont inscrits à la matrice des rôles.

Art. 7. - Le décret et le plan parcellaire seront notifiés à chaque partie intéressée par un agent assermenté du département de la guerre ou de la marine.

Art. 8. - Il sera procédé sur le terrain à la pose de bornes qui, réunies de proche en proche par des lignes droites, délimiteront le polygone d'isolement.

Un procès-verbal de bornage sera dressé par l'administration militaire, en présence des maires ou adjoints des communes intéressées. Ces autorités pourront y faire inscrire leurs observations.

Art. 9. - La suppression des constructions de nature quelconque, existant dans les limites du polygone d'isolement antérieurement au classement, pourra être ordonnée.

Il sera alors procédé à l'expropriation conformément aux dispositions de la loi du 3 mai 1841.

Art. 10. - Les contraventions à la présente loi seront constatées, poursuivies et réprimées conformément à la loi du 17 juillet 1819 et suivant les formes établies au titre VII du règlement d'administration publique du 10 août 1853, concernant les servitudes imposées à la propriété autour des fortifications.

A cet effet, tout agent assermenté du département de la guerre ou de la marine aura qualité pour dresser les procès-verbaux et faire les notifications prévues.

Art. 11. - La loi du 22 juin 1854, qui établit les servitudes autour des magasins à poudre de la guerre et de la marine, est abrogée.

DÉCRET N° 62-469 DU 13 AVRIL 1962

relatif aux servitudes autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et du ministre des armées,

Vu la Constitution, et notamment son article 37 ;

Vu la loi du 8 août 1929 concernant les servitudes autour des magasins et établissements servant à la conservation, à la manipulation ou à la fabrication des poudres, munitions, artifices ou explosifs ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

Art. 1er. – L'alinéa 2 de l'article 6 de la loi du 8 août 1929 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Seront annexés au décret : un plan parcellaire déterminant les terrains compris dans le polygone d'isolement et un état parcellaire indiquant les noms de chaque propriétaire tels qu'ils sont inscrits au cadastre. »

Art. 2. – L'article 7 de la loi du 8 août 1929 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le décret et les plan et état annexés seront notifiés au domicile des intéressés ou de leurs représentants par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

« Lorsqu'une notification n'a pas touché son destinataire, il y est procédé par acte extrajudiciaire. »

Art. 3. – Le ministre de l'intérieur et le ministre des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 avril 1962.

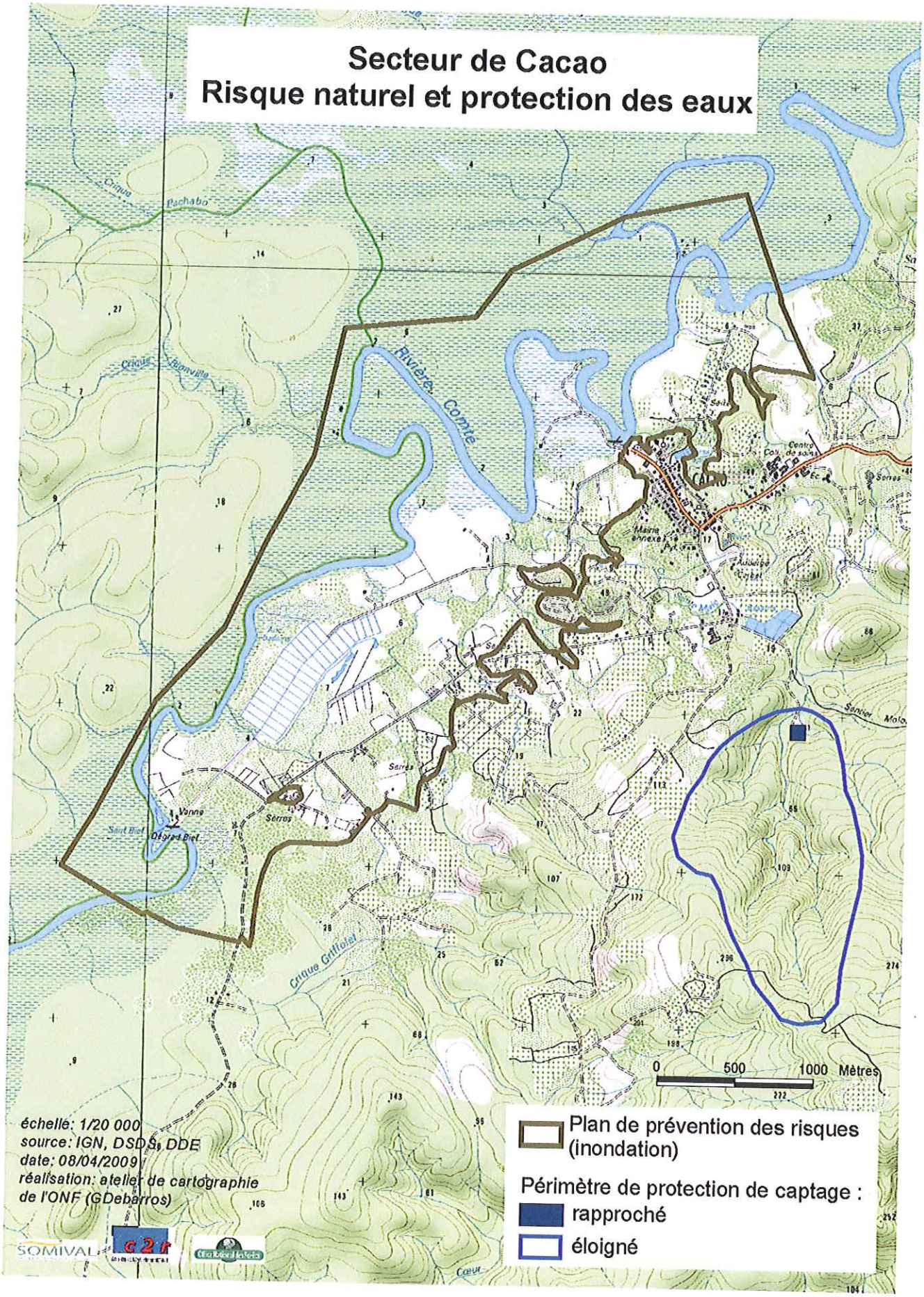
MICHEL DEBRÉ

Par le Premier ministre :

Le ministre des armées,
PIERRE MESSMER

Le ministre de l'intérieur,
ROGER FREY

Secteur de Cacao
Risque naturel et protection des eaux



échelle: 1/20 000
source: IGN, DSDS, DDE
date: 08/04/2009
réalisation: atelier de cartographie de l'ONF (GDebarros)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA GUYANE

P.P.R.
Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la commune de Roura (secteur de Cacao)

Commune de Roura (secteur de Cacao)

REGLEMENT
(révision n°1)

PRESCRIPTION	CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX	ENQUETE PUBLIQUE	APPROBATION
Arrêté préfectoral n°671/SIRACEDPC du 16 mai 2001 commune de Roura	02 mai 2002	Du 28 mai 2002 Au 17 juin 2002	Arrêté préfectoral : N° 1687 Du 05 septembre 2002
Révision n° 1 :	*Ajout à l'article 4.1 le §– 1.10*		
Arrêté n° 2242/DDE du 27 novembre 2009	24 août 2010	Du 20 juin 2011 A 20 juillet 2011	Arrêté préfectoral : N° Du

Pour être annexé à l'arrêté n° 94 DEAL du 26 janvier 2012

SOMMAIRE

1) Les grands principes du PPR 3
2) Justification du zonage et du règlement 3
3) La carte du zonage réglementaire 3
4) Caractère de la zone rouge 4

1) LES GRANDS PRINCIPES DU PPR

Le plan de prévention des risques a pour principaux objectifs :

- ✓ l'amélioration de la sécurité des personnes exposées,
- ✓ la limitation des dommages aux biens et aux activités soumis au risque,
- ✓ une action de gestion globale du bassin versant en préservant les zones naturelles de stockage et le libre écoulement des eaux, ceci pour éviter l'aggravation des dommages en amont et en aval.

Les principes à mettre en œuvre sont les suivants :

1. A l'intérieur des zones inondables soumises aux aléas les plus forts, interdire toute construction nouvelle et saisir toutes les opportunités pour réduire le nombre des constructions exposées. Dans les autres zones inondables où les aléas sont moins importants, des dispositions doivent être prises pour réduire la vulnérabilité des constructions qui pourront éventuellement être autorisées. Les autorités locales et les particuliers seront invités à prendre des mesures adaptées pour les habitations existantes.

2. Contrôle strict de l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues, c'est-à-dire les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés où la crue peut stocker un volume d'eau important.

   Ces zones jouent en effet un rôle déterminant en réduisant momentanément le débit à l'aval. La crue peut ainsi dissiper son énergie au prix de risques limités pour les vies humaines et les biens. Ces zones d'expansion de crues jouent également le plus souvent un rôle important dans la structuration du paysage et l'équilibre des écosystèmes.

3. Eviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés. En effet, ces aménagements sont susceptibles d'aggraver les risques en amont et en aval.

2) JUSTIFICATION DU ZONAGE ET DU RÈGLEMENT

L'analyse des enjeux menée précédemment a notamment permis de s'apercevoir qu' aucun secteur urbain n'était situé en zone inondable.

C'est pourquoi, nous avons classé l'ensemble des terrains inondés en zone rouge, dont le principe est l'inconstructibilité.

Ces zones doivent être préservées de toute construction en raison :

- ✓ Du rôle important qu'elles jouent sur le stockage et l'écoulement des eaux lors des crues,
- ✓ Des risques d'aggravation des conséquences des inondations en amont et en aval, générés par leur urbanisation ou leur aménagement.

Ainsi, toute occupation ou utilisation des sols susceptibles de faire obstacle à l'écoulement de l'eau ou de restreindre le volume de stockage de la crue y sera interdite.

3) LA CARTE DU ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

Le zonage réglementaire est présenté dans le plan joint.

Les cotes figurant sur ce plan correspondent aux cotes de sécurité à respecter dans le cadre des mesures réglementaires fixées dans le règlement du PPR. Ces cotes sont exprimées en m NGG. Elles sont situées 0,20 m au-dessus de la ligne d'eau sur l'isocote amont.

4) CARACTÈRE DE LA ZONE ROUGE

Elle comprend les zones naturelles non ou peu urbanisées que l'on nomme champs d'expansion des crues à préserver, quelle que soit la hauteur d'eau.

Dans les champs d'expansion des crues à préserver l'objectif est d'interdire toute occupation ou utilisation du sol susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux ou de restreindre le volume de stockage de la crue.

4.1 Utilisations et occupations du sol autorisées

1.01. Les travaux et installations destinés à réduire les conséquences du risque inondation, y compris les ouvrages et les travaux visant à améliorer l'écoulement des eaux et la régulation des flux, à condition de ne pas aggraver les risques par ailleurs ;

1.02. L'aménagement de parcs, jardins, de stationnements collectifs, de terrains de sport ou de loisirs réalisés au niveau du terrain naturel, dans la mesure où ces aménagements ne nuisent pas à l'écoulement ni au stockage des eaux ;

1.03. Les cultures;

1.04. Les travaux de voirie et d'infrastructures publiques, lorsqu'ils sont réalisés dans le cadre des réglementations en vigueur, en matière d'infrastructure et les réseaux nécessaires au fonctionnement des services publics, y compris les travaux annexes qui leur sont liés, à condition qu'ils n'entravent pas l'écoulement des crues et n'aient pas pour effet d'aggraver les conséquences du risque (éventuellement par la mise en œuvre de mesures compensatoires) ;

1.05. Les clôtures ajourées, constituées de fils superposés espacés d'au moins 25 cm et tendus sur des supports espacés d'au moins 2,50 m ;

1.06. Les réseaux d'irrigation et de drainage, à condition de ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et que le matériel soit démontable ;

1.07. L'extension des constructions techniques d'intérêt général, lorsque le projet nécessite la proximité immédiate des installations initiales (ex. : station d'épuration) ;

1.08. L'édification d'installations légères démontables (carbet, serres, ...) sous réserves qu'elles soient situées dans la zone où la vitesse de courant est inférieure à 1 m/s ;

1.9. L'édification de bassins aquacoles sous réserve qu'ils n'entravent pas l'écoulement des crues et n'aient pas pour effet d'aggraver les conséquences du risque (éventuellement par la mise en œuvre de mesures compensatoires).

1.10. La réalisation d'infrastructures d'intérêt collectif destinées à la production et à la distribution d'énergie à condition que leur implantation ou leur fonctionnement n'aggrave pas le risque.

4.2. Utilisations et occupations du sol interdites

Est interdite toute occupation ou utilisation du sol non visée à l'article 1, et notamment les constructions à usage d'habitation, les remblais(à l'exception de ceux indispensables aux travaux de voirie et d'infrastructures publiques, aux ouvrages hydroélectriques et à l'édification de bassins aquacoles), les dépôts, les clôtures pleines, les stockages de produits (phytosanitaires notamment).

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA GUYANE

P.P.R.
Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la commune de Roura (secteur de Cacao)

Commune de Roura (secteur de Cacao)

NOTE DE PRESENTATION
(révision n°1)

PRESCRIPTION	CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX	ENQUETE PUBLIQUE	APPROBATION
Arrêté préfectoral n°671/SIRACEDPC du 16 mai 2001 commune de Roura	02 mai 2002	Du 28 mai 2002 Au 17 juin 2002	Arrêté préfectoral : N° 1687 Du 05 septembre 2002
Révision n° 1 :			
Arrêté n° 2242/DDE du 27 novembre 2009	24 août 2011	Du 20 juin 2011 au 20 juillet 2011	Arrêté préfectoral : N° Du

Vu Pour être annexé à l'arrêté n° 97 / DEAL du 26 janvier 2012

SOMMAIRE

1)NOTE DE PRESENTATION....3
1.1 CONTEXTE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE 3
1.2 CHAMP D'APPLICATION 4
1.3 LA PROCÉDURE 4
1.4 LES EFFETS DU PPR 4
2)CONTEXTE GÉNÉRAL INITIAL....5
2.1 LE SECTEUR GÉOGRAPHIQUE 5
2.2 CONTEXTE HYDROLOGIQUE 5
3)L'ALÉA DE RÉFÉRENCE....5
4)LES ENJEUX ET LES OBJECTIFS RECHERCHÉS PAR LA PRÉVENTION DES RISQUES....6
5)LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION DE LA RÉVISION DU PPRI....6
6)L'ANALYSE DES CONSÉQUENCES DE LA RÉVISION SUR LE PPRI APPROUVÉ EN 2002....6
7)RAPPEL SUR LE DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE DE RÉVISION....7
7.1 PRESCRIPTION : 7
7.2 CONSULTATIONS ET ENQUÊTE PUBLIQUE : 7
7.3 APPROBATION : 7
7.4 PLANNING PRÉVISIONNEL : 7

1) NOTE DE PRESENTATION

1.1 Contexte législatif et réglementaire

✓ **loi n° 87-565 du 22 juillet 1987**, (modifiée par la **loi n° 95-101 du 2 février 1995 – art 16**), relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs.

L'Etat élabore et met en application des plans de prévention des risques (PPR) naturels prévisibles tels qu'inondations, mouvements de terrain, érosion et submersion littorale, avalanches, incendies de forêt, séismes, éruptions volcaniques, tempêtes ou cyclones.

Le PPR a pour objet, en tant que de besoin :

- de délimiter les zones exposées aux risques naturels, d'y interdire tous « types de constructions, d'ouvrages, d'aménagements, d'exploitations agricoles, forestières, artisanales », ou dans le cas où ils pourraient être autorisés, de définir les prescriptions de réalisation ou d'exploitation,
- de délimiter les zones non exposées au risque mais dans lesquelles les utilisations du sol doivent être réglementées pour éviter l'aggravation des risques dans les zones exposées,
- de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux particuliers et aux collectivités publiques, et qui doivent être prises pour éviter l'aggravation des risques et limiter les dommages.

✓ **décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995** relatif aux dispositions d'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles et à leurs modalités d'application. Il prescrit les dispositions relatives à l'élaboration des PPR. Le projet de plan comprend :

- une note de présentation,
- des documents graphiques,
- un règlement.

Après approbation, le plan de prévention vaut servitude d'utilité publique.

✓ **loi n° 92-3 du 3 janvier 1992** modifiée sur l'eau (article 16),

« Art. 16 (L. N° 95-101 du 2 février 1995, art. 20-I) – Dans les parties submersibles des vallées et dans les autres zones inondables, les plans de prévention des risques naturels prévisibles institués par la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs définissent en tant que de besoin les interdictions et les prescriptions techniques à respecter afin d'assurer le libre écoulement des eaux et la conservation, la restauration ou l'extension des champs d'inondation ».

✓ les principales circulaires

- **circulaire du 24 avril 1996** relative aux dispositions applicables au bâti et aux ouvrages existants en zone inondables,
- **circulaire du 24 janvier 1994** des ministres de l'Intérieur, de l'Equipement et de l'Environnement relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables (JO du 10 avril 1994),
- **circulaire n° 94-56 du 19 juillet 1994** du ministre de l'Environnement relative à la relance de la cartographie réglementaire des risques naturels prévisibles.

1.2 Champ d'application

Le Plan de Prévention des Risques naturels est établi pour le risque inondation généré par les crues de la rivière Comté.

La portée territoriale du PPR s'étend sur la partie de la commune Roura, secteur de Cacao, allant du Saut Bief en amont du bourg, à 1 000 m environ en aval de ce même secteur.

1.3 La procédure

- Le préfet de la Guyane Française prescrit par arrêté n° 671 – SIRACEDPC du 16 mai 2001, l'élaboration du plan de prévention des risques inondation. Il fixe le périmètre mis à l'étude au territoire de la commune citée au chapitre précédent.
- Le PPR initial a été soumis le 02 mai 2002 à l'avis du conseil municipal de la commune sur le territoire de laquelle le plan est applicable ;
- Le plan a été soumis par le préfet du 28 mai au 17 juin 2002 à une enquête publique dans les formes prévues par les articles R 11-4 à R 11-14 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- Le PPR a été ensuite approuvé par l'arrêté préfectoral n°1687 du 05 septembre 2002. Celui-ci tient compte des observations et avis recueillis. Les modifications sont restées ponctuelles, elles n'ont pas remis en cause les principes de zonage et de réglementation internes ;
- Après approbation, le PPR est devenu servitude d'utilité publique et s'impose à tout document d'urbanisme existant, en application de l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

1.4 Les effets du PPR

Le PPR vaut servitude d'utilité publique au titre de l'article 40.4 de la loi du 22 juillet 1987. A ce titre, il doit être annexé aux documents d'urbanisme existants à l'article L126-1 du Code de l'Urbanisme.

Cette annexion du PPR approuvé est essentielle, elle est opposable aux demandes de permis de construire et aux autorisations d'occupation du sol régies par le Code de l'Urbanisme. Les dispositions du PPR prévalent sur celles du POS en cas de dispositions contradictoires.

La mise en conformité du POS avec les dispositions du PPR approuvé n'est réglementairement pas obligatoire, mais elle apparaît nécessaire pour rendre les règles de gestion du sol cohérentes, lorsqu'elles sont divergentes dans les deux documents.

Les mesures prises pour l'application des dispositions réglementaires du PPR sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre concerné, pour les divers travaux, installations ou constructions soumis au règlement du PPR.

2) CONTEXTE GÉNÉRAL INITIAL

Le secteur de Cacao sur la commune de Roura, a été en 2000 le cadre d'un épisode d'inondation par la rivière Comté. Cet événement a permis de faire reprendre conscience à tous, des problèmes pouvant être liés à ces débordements, et l'État a souhaité mettre en place un Plan de Prévention des Risques (PPR) Inondation sur ce secteur, afin de ne pas aggraver les problèmes rencontrés alors.

2.1 Le secteur géographique

La zone d'étude se situe sur la commune de Roura, secteur de Cacao, et s'étend sur un linéaire de 5 km environ, allant de Saut Bief (4 km environ en amont du secteur urbanisé), à 1 km environ en aval du village.

Ce secteur, essentiellement rural, est caractérisé par une occupation des sols constituée de zones maraîchères avec la présence d'une grande zone de pisciculture en son centre.

2.2 Contexte hydrologique

Le bassin versant de la rivière Comté à Saut Bief est de 1 875 km² environ. Une station hydrométrique fonctionne depuis le mois de novembre 1969 en ce point.

Une analyse statistique sur les valeurs maximales annuelles recueillies à cette station a permis de définir les valeurs caractéristiques suivantes :

- Débit décennal : 540 m³/s
- Débit centennale : 750 m³/s

La dernière crue importante ayant affecté la zone, celle de mai 2000, est considérée comme ayant une période de retour de l'ordre de 50 ans.

3) L'ALÉA DE RÉFÉRENCE

La zone inondable à définir dans le cadre d'études de PPR est celle générée par une crue de période de retour de 100 ans minimum, voire par une crue historique, si celle-ci est de période de retour supérieure.

Pour le secteur de Cacao, la plus haute crue historique connue, celle de mai 2000, n'ayant une période de retour que de 50 ans, une méthodologie a été mise en œuvre afin de définir la ligne d'eau, et donc la zone inondée par une crue centennale.

L'analyse a ainsi été menée en s'appuyant sur une modélisation mathématique de l'ensemble de la zone. Cette dernière a été réalisée à partir de profils en travers levés du lit de la rivière, et une topographie générale de la zone potentiellement inondable.

Le modèle bâti a été ensuite calé à l'aide du débit de la crue de mai 2000 en reproduisant la ligne d'eau de cet évènement connu à partir d'informations de crues répertoriées et nivelées pour les besoins de cette étude.

Le code de calcul représentatif des écoulements a été ensuite utilisé pour simuler une crue centennale de la rivière.

Cette ligne d'eau, comparée aux altitudes des terrains, a permis de définir l'enveloppe de la zone inondable par une crue centennale.

Cette zone est la zone d'aléa prise en compte dans le document réglementaire pour le Plan de Prévention des Risques.

4) LES ENJEUX ET LES OBJECTIFS RECHERCHÉS PAR LA PRÉVENTION DES RISQUES

L'aléa de référence met en évidence que le secteur à risques ne concerne que des zones vierges de toute urbanisation.

L'intégration du risque dans la gestion des sols conduit à interdire le développement du village dans ces zones naturelles, quelle que soit la hauteur de submersion.

En application de ce principe, le zonage réglementaire de ce secteur ne fait apparaître qu'une zone rouge dont le principe général est celui de l'inconstructibilité.

5) LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION DE LA RÉVISION DU PPRI

L'arrêté préfectoral n° 2242/DDE du 27 novembre 2010 a prescrit la révision partielle du PPRI de Roura (secteur de Cacao).

Le périmètre retenu pour la révision partielle est le même que celui du PPRI initial, soit celui du secteur de Cacao. Il s'étend sur un linéaire de 5 km environ, allant de Saut Bief(4 km en amont du secteur urbanisé), à 1 km environ en aval du village.

En dehors du bourg, les terrains sont essentiellement occupés par une agriculture maraîchère. Toutefois, une zone de 30 ha est constituée de bassins de pisciculture.

Le PPRI actuel(approuvé le 5 septembre 2002) ne permet pas la réalisation d'infrastructures d'intérêt collectif destinées à la production et à la distribution d'énergie, alors que le secteur présente un potentiel intéressant.

L'essor démographique de la Guyane se traduit aujourd'hui par un besoin en énergie toujours plus important, et à l'heure actuelle, la production d'électricité d'origine thermique est encore incontournable, notamment en saison sèche. Dans ce contexte, le développement de micro-centrales hydroélectriques dont l'impact sur l'environnement reste maîtrisable constitue un enjeu important pour la production d'énergie renouvelable.

6) L'ANALYSE DES CONSÉQUENCES DE LA RÉVISION SUR LE PPRI APPROUVÉ EN 2002

L'argumentaire technique et hydraulique, porté par des modélisations réalisées par la société SAS Voltalia Saut Bief Exploitation à l'initiative d'un projet de mise en œuvre d'une centrale hydroélectrique à Saut Bief, démontre que la réalisation d'un tel ouvrage est possible sans modification de la carte d'aléa telle qu'établit lors de l'élaboration du PPRI initial.

Par conséquent, la révision du PPRI ne modifie pas la cartographie de l'aléa. Elle modifie le règlement pour permettre la réalisation d'ouvrages hydroélectriques dans la zone d'aléa fort (zone rouge) à condition que leur implantation ou leur fonctionnement n'aggrave pas le risque.

Les projets qui seront présentés restent soumis à la législation en vigueur, en particulier à celle déclinée dans le code de l'environnement.

7) RAPPEL SUR LE DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE DE RÉVISION

Un PPR peut être modifié selon la même procédure que celle qui a conduit à son élaboration. Toutefois, si la modification n'est que partielle, les consultations et l'enquête publique seront limitées aux seules communes concernées par la modification.

Les différentes étapes de la procédure de révision du PPRI de la commune de Roura sont donc les suivantes :

7.1 Prescription :

La révision du PPR Inondation de la commune de Roura (secteur de Cacao) été prescrite par l'arrêté préfectoral n°2242/DDE du 27 novembre 2009. Cet arrêté détermine le périmètre mis à l'étude ainsi que la nature des risques pris en compte. Il précise les modalités de la concertation à mettre en place et désigne la Direction Départementale de l'Équipement comme le service chargé de l'élaboration du document.

Cet arrêté a été notifié au maire de la commune de Roura le 30 novembre 2009.

7.2 Consultations et enquête publique :

Le dossier du projet de révision partielle du PPRi contenant une note de présentation, le zonage réglementaire actuel non modifié et le projet de règlement a été transmis par lettre recommandée à la commune de Roura, au président de la communauté de communes Centre Littoral, au président de la CCIG, au président du Conseil Général de la Guyane, au président du Conseil Général de la Guyane et au président de la chambre d'agriculture pour avis. Parallèlement, les différents services de l'État dans le département étaient consultés, ainsi que le service départemental d'incendie et de secours.

A l'issue du délai règlementaire de 2 mois, la commune de Roura, la Communauté des Communes Centre Littoral, la Chambre de Commerce & d'Industrie de Guyane, le Conseil Général, l e Conseil Régional, la Chambre Départementale d'Agriculture de la Guyane n'ont pas formulé d'avis. Conformément à l'article R-562-7 du code de l'environnement, leur avis est réputé favorable.

Parmi les administrations consultées, le SDIS et l'ONEMA n'ont pas formulé d'avis, leur avis est donc réputé favorable conformément à l'article R-562-7 du code de l'environnement.

La DRIRE, la DAF, l'ARS et la DIREN ont formulé un avis favorable sans observation sur le projet de révision du PPRI.

A l'issue de cette consultation, L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral n° préfectoral n° 929/DEAL/2011 du 31 mai 2011. Elle s'est déroulée entre le 20 juin et le 20 juillet 2011. Le rapport d'enquête publique, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur ont été reçus le4 novembre 2011.

7.3 Approbation :

Après l'enquête publique, le plan est approuvé par arrêté préfectoral. Le plan retenu fait l'objet de mesures de publication dans deux journaux régionaux ou locaux et d'un affichage de l'arrêté préfectoral en mairie de Roura pendant un mois minimum.

Le plan approuvé est disponible à la mairie de Roura et en préfecture.

Après approbation, le PPR révisé devient servitude d'utilité publique et s'impose à tout document d'urbanisme existant, en application de l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

Direction Générale des Territoire et de la Mer

R03-2024-01-05-00005

Arrêté portant approbation du plan de prévention des risques technologiques autour du dépôt de munitions de la Montagne des serpents exploité par la direction du service interarmées des munitions sur le territoire de la commune de Roura.

MINISTÈRE
DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité

Arrêté portant approbation du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour du dépôt de munitions de La Montagne des serpents exploité par la direction du service interarmées des munitions sur le territoire de la commune de Roura (Guyane)

Le ministre des armées et le préfet de la Guyane,

VU le code de l'environnement notamment ses articles L. 515-15 à L. 515-26 et R. 515-39 à R. 515- 50 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le code de la justice administrative ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2019-894 du 28 août 2019 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État en Guyane ;

VU l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 25 février 1994 portant autorisation d'exploiter le dépôt de munitions de La Montagne des serpents situé sur le territoire de la commune de Roura (Guyane) ;

VU la décision n°226 du 30 mai 2016 du ministre de la défense classant le dépôt de munitions de La Montagne des serpents situé sur le territoire de la commune de Roura en infrastructure militaire réalisée dans le cadre d'opérations secrètes intéressant la défense nationale ;

VU l'arrêté du 14 janvier 2013 modifié portant prescription du plan de prévention des risques technologiques du dépôt de munitions de La Montagne des serpents, commune de Roura (Guyane) ;

VU les arrêtés du 11 juin 2014, du 14 janvier 2016, du 10 janvier 2017, du 10 janvier 2018, du 10 juillet 2019, du 13 janvier 2021 et du 8 juillet 2022 portant prorogation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques du dépôt de munitions de La Montagne des serpents sur la commune de Roura (Guyane) ;

VU l'arrêté préfectoral du 03 avril 2023 portant organisation des services de l'État en Guyane ;

VU la décision du 25 mai 2022 de la direction des territoires de l'immobilier et de l'environnement (DTIE) accordant une dispense à la réalisation d'une évaluation environnementale pour le plan de prévention des risques technologiques du dépôt de munitions de La Montagne des serpents ;

VU l'absence d'observation de la communauté d'agglomération du centre littoral de Guyane, du commandant supérieur des forces armées et de la municipalité de la commune de Roura sollicitées le 30 août 2023 dans le cadre de la consultation des personnes et organismes associées ;

VU les observations émises le 03 octobre 2023 par la direction du service interarmées des munitions sur le projet de plan de prévention des risques technologiques dans le cadre de la consultation des personnes et organismes associées ;

VU les pièces du dossier ;

Considérant que l'établissement exploité sur le site de La Montagne des serpents situé sur le territoire de la commune de Roura (Guyane) figure sur la liste des installations prévue à l'article L. 515-36 du code de l'environnement ;

Considérant que l'établissement exploité par la direction du service interarmées des munitions (SIMu) est susceptible d'être le siège d'accidents pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques directement ou par pollution du milieu ;

Considérant la nécessité de limiter par un plan de prévention des risques technologiques prescrivant des contraintes et des règles particulières en matière de construction, d'urbanisme et d'usage, l'exposition des populations aux effets des phénomènes dangereux générés par l'établissement ;

Considérant que les mesures définies dans le plan de prévention des risques technologiques résultent d'un processus d'analyse, d'échange et de concertation mis en œuvre lors des réunions des personnes et organismes associés (POA) ;

Sur proposition conjointe du directeur général des territoires et de la mer de la Guyane et du contrôleur général des armées, chef de l'inspection des installations classées du ministère des armées ;

ARRÊTENT :

Article 1er : objet

Le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour du dépôt de munitions de La Montagne des serpents, exploité par la direction du service interarmées des munitions sur le territoire de la commune de Roura (Guyane) est approuvé.

Article 2 : nature des risques

Les risques pris en compte sont ceux générés par les effets thermiques, de surpression, de projection et toxiques, en cas d'accidents susceptibles de survenir sur les installations du dépôt de munitions de La Montagne des serpents.

Article 3 : servitudes

Le plan de prévention des risques technologiques vaut servitude d'utilité publique au sens du code de l'urbanisme et de l'article L. 515-23 du code de l'environnement. Il est annexé aux documents d'urbanisme de la commune de Roura (Guyane) dans les conditions définies aux articles L. 153-60 et L. 163-10 du code de l'urbanisme.

Article 4 : application

L'ensemble des mesures du plan de prévention des risques technologiques est d'application immédiate sauf délai contraire indiqué dans son règlement.

Article 5 : contenu du plan

Le plan de prévention des risques technologiques comprend :

- un règlement comportant pour chaque zone les mesures d'interdiction et les prescriptions ainsi que les mesures de protection prévues par le code de l'environnement ;
- une carte de zonage réglementaire faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones mentionnées respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du code de l'environnement.

Article 6 : mesures de publicité

Un exemplaire du présent arrêté est adressé aux personnes et organismes associés définis dans l'arrêté du 14 janvier 2013 susvisé.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de l'Etat et sur le site internet de la préfecture de Guyane.

Le présent arrêté est publié au *Bulletin officiel des armées*.

Il est affiché pendant une période minimale d'un mois dans la mairie de Roura (Guyane) et au siège de la communauté d'agglomération du centre littoral de Guyane.

Un avis concernant l'approbation de ce PPRT est inséré, par les soins du préfet, dans un journal diffusé dans la région Guyane.

Le plan approuvé sera tenu à la disposition du public à la préfecture de Guyane ainsi qu'à la mairie de Roura (Guyane).

Article 7 : voie et délais de recours

Dans un délai de deux mois à compter soit de la notification, soit de la publication, du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture de Guyane, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours administratif gracieux adressé à Monsieur le préfet de la Guyane ;
- un recours hiérarchique adressé au ministre de la transition écologique ou au ministre des armées.

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de la justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Tout recours administratif doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Guyane dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa publication ou à compter de la décision explicite ou implicite de rejet en cas de recours administratif préalable.

Le tribunal administratif de Guyane peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr .

Article 8 : exécution

Le secrétaire général des services de l'État en Guyane, le chef de l'inspection des installations classées du ministère des armées, le directeur général des territoires et de la mer, le maire de la commune de Roura sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait le - 5 JAN 2024

Le ministre des armées,

Pour le ministre et par délégation :

Le Sous-directeur des risques,
de l'environnement et du développement durable

Alain BROSSAIS

Le préfet de la région Guyane,
préfet de la Guyane,

PREFECTURE DE LA GUYANE

Antoine POUSSIER

MINISTÈRE DES ARMÉES
Liberté
Égalité
Fraternité

PRÉFET DE LA RÉGION GUYANE
Liberté
Égalité
Fraternité

MINISTERE DES ARMÉES

Contrôle Général des Armées
Groupe des inspections spécialisées (IS)
Inspection des Installations Classées

PRÉFECTURE DE LA GUYANE

Direction générale des territoires et de la mer
Service prévention des risques et industries extractives
Unité prévention des risques accidentels

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT)

SITE MILITAIRE DE LA MONTAGNE DES SERPENTS

COMMUNE DE ROURA

REGLEMENT

Document approuvé par arrêté le :

Le Sous-directeur des risques,
de l'environnement et du développement durable

Alain BROSSAIS

Le Préfet de la Guyane

Antoine POUSSIER

Sommaire

Sommaire **2**
Titre I : Portée du PPRT - dispositions générales **3**
Chapitre 1 : Champ d'application 3
Chapitre 2 : Application, mise en œuvre du PPRT 5
Titre II : Réglementation des projets **6**
Chapitre 1 : Préambule - Principes généraux 6
Chapitre 2 : Dispositions applicables aux projets nouveaux et les projets liés à une construction ou à un aménagement autorisé à la date d'approbation du PPRT en zone grisée (G) 7
Chapitre 3 : Dispositions applicables en zone à risque ROUGE « R+Pro 1 » 7
Chapitre 4 : Dispositions applicables en zone à risque BLEUE « B + Pro2 » 9
Titre III : Mesures foncières **12**
Titre IV : Mesures de protection des populations **13**
Chapitre 1 : Mesures sur les constructions existantes 13
Chapitre 2 : Prescriptions sur les usages 13
Chapitre 3 : Mesures d'accompagnement 14
Titre V : Servitudes d'utilité publique **15**
Glossaire **16**

TITRE I : PORTEE DU PPRT - DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE 1 : CHAMP D'APPLICATION

Article I.1.1 : Champ d'application

Le présent règlement du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) lié au dépôt de munitions de la montagne des serpents relevant du ministère des Armées, sis sur la commune de Roura, s'applique aux différentes zones situées à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, cartographiées sur le plan de zonage réglementaire joint. La commune de Roura est concernée par l'application des dispositions qui suivent.

NOTA : En tant qu'établissement du ministère des Armées servant à la conservation, à la manipulation de poudres, munitions, artifices et explosifs, le dépôt de munitions de Roura bénéficie d'un polygone d'isolement créé par décret du 15 février 1994.

En application des articles L.5111-1 à L.5111-7 et R.5111-1 à R.5111-10 du code de la défense, toute construction nouvelle ou toute reconstruction, réhabilitation ou transformation d'ouvrage existant dans le polygone d'isolement ne peut être réalisée sans l'autorisation du ministre de la défense (ou de son représentant).

Le PPRT a pour objet de limiter les conséquences d'un accident susceptible de survenir sur le dépôt de munitions, exploité par le ministère des Armées, et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publique directement ou par pollution du milieu (article L.515-15 du Code de l'environnement).

Il permet d'agir sur :

- la réduction de la vulnérabilité des personnes déjà implantées à proximité du site industriel (action sur le bâti existant et mise en œuvre de mesures foncières) ;
- la maîtrise du développement de l'urbanisation future à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques (PER).

Le présent PPRT ne prescrit pas de mesures foncières.

Article I.1.2 : Portée des dispositions

En application des articles L.515-15 à L.515-25 et R.515-39 à R.515-50 du code de l'environnement, le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens, à l'exercice de toutes activités, à tous travaux, à toutes constructions et installations et aux usages destinées à limiter les conséquences d'accidents susceptibles de survenir au sein des établissements SEVESO seuil haut concernés. Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre ou faire usage :

- des constructions, infrastructures ou équipements nouveaux ;
- des extensions, des aménagements (avec ou sans changement de destination sur les constructions) sur des constructions, équipements, aménagements existants, sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer.

Il définit :

- des règles d'urbanisme ;
- des règles de construction dont la mise en œuvre est placée sous la responsabilité

des exploitants ;

- des règles d'exploitation et de gestion ;
- des mesures de prévention, protection et de sauvegarde, pouvant aller jusqu'à la réalisation de travaux sur les logements existants.

Les maîtres d'ouvrages (privés ou publics) s'engagent à respecter les règles de construction lors du dépôt du permis de construire, et les professionnels chargés de réaliser les projets sont responsables des études et des dispositions qui relèvent du code de la construction et de l'habitat (CCH), en application du présent règlement.

Les biens existants à la date d'approbation du PPRT dans les zones de risques du PPRT sont concernés de même par l'application du présent règlement.

Dans le cadre des mises en conformité, les travaux non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs, dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Par extension, l'ensemble des projets, non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable, sont réalisés sous la seule responsabilité de leurs auteurs, dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Article I.1.3 : Le plan de zonage et son articulation avec le règlement

Conformément à l'article L.515-16 du code de l'environnement, le présent PPRT délimite, à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, des zones de réglementation définies en fonction du type de risques, de leur intensité, de leur probabilité, de leur cinétique, mais aussi à partir des orientations stratégiques déterminées par les acteurs du PPRT. La délimitation de ces zones est expliquée dans le guide méthodologique relatif aux plans de prévention des risques technologiques du ministère de la transition écologique.

Le plan de zonage réglementaire comprend :

- une zone grise (G) correspondant à l'emprise foncière de l'établissement à l'origine du risque de couleur grise ;
- une zone d'interdiction (R + Pro1) de couleur rouge ;
- une zone d'autorisation limitée (B + Pro 2) de couleur bleue ;
- le périmètre d'exposition aux risques représenté par un trait continu épais rouge ;
- le périmètre du polygone d'isolement représenté par un trait pointillé.

La carte de zonage réglementaire du PPRT est cartographiée sur un fond IGN. Chaque zone réglementaire est identifiée par un code de type « lettre » ou « lettre-chiffre ». Les critères et la méthodologie, qui ont prévalu à la détermination de ces zones, sont exposés dans le guide méthodologique relatif aux plans de prévention des risques technologiques du ministère de la transition écologique.

Dans ces zones, la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages, ainsi que les constructions nouvelles et les extensions des constructions existantes, sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à l'urbanisme, à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation.

Des mesures de protection de populations, face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication, sont également prescrites dans ces zones.

Lorsqu'une parcelle et/ou une construction est située à cheval sur une ou plusieurs zones, c'est la réglementation de la zone la plus contraignante qui s'applique.

CHAPITRE 2 : APPLICATION, MISE EN ŒUVRE DU PPRT

Article I.2.1 : Effets du PPRT.

Le PPRT approuvé vaut servitude d'utilité publique (article L.515-23 du code de l'environnement).

Il est porté à la connaissance des collectivités compétentes en matière d'urbanisme dans le périmètre du plan, en application de l'article L.132-2 du code de l'urbanisme et doit être annexé au document d'urbanisme en vigueur de la commune de Roura par une procédure adaptée dans un délai de trois mois à compter de son approbation par le Préfet, conformément à l'article L.153-60 du code de l'urbanisme.

En cas de discordance entre les documents d'urbanisme, les servitudes (cf. titre V) et le PPRT, les dispositions les plus contraignantes s'appliquent.

Article I.2.2 : Les infractions au PPRT.

La mise en œuvre des prescriptions édictées par le PPRT relève de la responsabilité :

- des maîtres d'ouvrage pour les projets ;
- des propriétaires, exploitants et utilisateurs, dans les délais que le plan détermine, pour l'existant.

Les infractions aux prescriptions du PPRT concernant les constructions nouvelles ou les extensions de constructions existantes sont sanctionnées conformément à l'article L.515- 24 du Code de l'environnement et encourent les peines prévues à l'article L.480-4 du code de l'urbanisme.

D'autre part, l'application de l'article R.462-7 (d) du code de l'urbanisme prévoit une procédure de récolement obligatoire dans le cadre de l'instruction des différents actes d'urbanisme par l'autorité compétente en matière d'urbanisme pour contrôler la conformité des travaux prescrits (superficie, destination).

Article I.2.3 : Evolution du PPRT.

Le PPRT peut faire l'objet d'une révision ou d'une modification simplifiée dans les conditions prévues par l'article L.515-22-1 du code de l'environnement, notamment sur la base d'une évolution de la connaissance des risques générés par l'établissement à l'origine du PPRT.

Le règlement du PPRT peut être abrogé dans les conditions prévues par l'article L.515-22-1 du code de l'environnement, en cas de disparition totale et définitive du risque.

Article I.2.4 : Principes généraux et définition.

Il est indispensable pour un maître d'ouvrage de prendre connaissance de la totalité du règlement d'une zone, avant de concevoir un projet.

Les définitions jointes en annexe sont essentielles pour la bonne compréhension du règlement du PPRT.

TITRE II : REGLEMENTATION DES PROJETS

CHAPITRE 1 : PREAMBULE - PRINCIPES GENERAUX

Article II.1.1 : Définition d'un « projet ».

On entend par « projet » la réalisation d'aménagement ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension, le changement de destination ou la reconstruction des constructions existantes.

Dans le présent règlement, on distingue :

- **les projets liés à une construction ou à un aménagement autorisé à la date d'approbation du PPRT :** projets de modification d'aménagements ou d'extension (avec ou sans changement de destination) de constructions autorisées à la date d'approbation du PPRT ;
- **les projets nouveaux :** projets de constructions nouvelles quels que soient leur destination, les projets d'aménagements nouveaux ; projets liés à une construction ou un aménagement autorisé après la date d'approbation du PPRT.

Un projet autorisé à la date d'approbation du PPRT est un projet dont la demande d'autorisation d'urbanisme a reçu un avis favorable par la collectivité compétente à la date d'approbation du PPRT.

Article II.1.2 : Disposition générale applicable à tout projet soumis à permis de construire.

Tout projet est subordonné à la réalisation d'une étude préalable permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation.

Conformément à l'article R. 431-16 alinéa (f) du code de l'urbanisme, tout projet soumis à permis de construire autorisé dans le cadre du présent Titre II, le sera sous réserve de réalisation, par l'exploitant, d'une étude préalable à la construction permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation.

Pour cela, une attestation devra être établie par l'exploitant, le cas échéant par l'architecte du projet ou par un expert, certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception. Ces conditions devront répondre aux objectifs de performance définis dans l'article relatif aux règles de construction et aux prescriptions d'urbanisme.

Article II.1.3 : Principes généraux.

Pour l'ensemble des zones, la reconstruction à l'identique en cas de dommage lié au risque technologique est interdite, dès lors que le sinistre a été causé par l'aléa traité par le PPRT.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX PROJETS NOUVEAUX ET LES PROJETS LIES A UNE CONSTRUCTION OU A UN AMENAGEMENT AUTORISE A LA DATE D'APPROBATION DU PPRT EN ZONE GRISEE (G)

La zone grisée correspond à l'emprise foncière de la société gestionnaire des installations à l'origine du risque, actuellement le ministère des Armées.

Cette zone n'a pas vocation à accueillir des constructions, des installations ou d'autres locaux habités ou occupés par des tiers.

Article II.2.1 : Interdiction.

Toutes les constructions, installations et infrastructures nouvelles non autorisées à l'article suivant sont interdites.

Article II.2.2 : Autorisation sous conditions.

Sont autorisés les nouvelles constructions, activités, usages, extensions, aménagements, changement de destination liés au fonctionnement ou au développement du dépôt de munitions, sous réserve de ne pas augmenter le risque à l'extérieur des limites de propriété du site.

Ces nouvelles installations devront impérativement faire l'objet d'un décret d'autorisation d'exploiter.

Article II.2.3 : Conditions d'utilisation et d'exploitation.

Les interdictions, conditions et prescriptions particulières d'utilisation ou d'exploitation du site sont fixées dans le décret d'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE A RISQUE ROUGE « R+PRO 1 »

La sous-zone « R + Pro1 » est dimensionnée par l'aléa de projection Pro1 et l'aléa de surpression fort (TF+ à F).

Sont inclus dans cette zone « R+Pro1 », les aléas suivants :

- aléa thermique, avec des niveaux d'aléa allant de TF+ à M ;
- aléa toxique de niveau TF+ ;
- aléa de surpression allant de TF+ à F ;
- effets de projection extrêmement grave à grave (Pro1).

Article II.3.1 : Les projets nouveaux.

Article II.3.1.1 : Interdiction

Toutes les constructions, installations et infrastructures nouvelles non autorisées à l'article II.3.1.2 suivant sont interdites.

Article II.3.1.2 : Autorisation sous conditions

Sont autorisés les ouvrages et aménagements sans fréquentation permanente suivants :

- les constructions nécessaires au développement de l'établissement à l'origine du risque

et sous réserve :

- du respect des réglementations applicables ;
- de ne pas générer de risques supplémentaires ni d'augmenter les risques existants.

- les ouvrages techniques ou équipements nécessaires au fonctionnement de l'établissement à l'origine du risque, tels que les réseaux de voirie et de protection incendie ;
- les ouvrages techniques nécessaires pour la gestion du domaine forestier de l'établissement à l'origine du risque ;
- tout aménagement destiné à réduire les effets des phénomènes dangereux générés par le site.

Article II.3.1.3 : Conditions d'utilisation et d'exploitation

Tout projet dans cette zone R+Pro1 ne doit pas conduire à augmenter la vulnérabilité des personnes, ni à augmenter la fréquentation de la zone.

Tout est interdit sauf les activités sans fréquentation permanente (et sans hébergement) nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des espaces naturels forestiers.

Pour les travaux et opérations autorisés au présent chapitre, quel qu'en soit le type, l'exploitant ou son représentant :

- met en place tous les moyens nécessaires, afin de réduire au mieux la durée d'intervention des entreprises ;
- informe, au préalable, de la présence des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident.

Article II.3.2 : Les projets liés à une construction ou à un aménagement autorisé à la date d'approbation du PPRT.

Actuellement, aucune construction n'est implantée en zone R+Pro1, à l'exception de l'établissement qui est règlementé par la zone grisée.

Article II.3.2.1 : Interdiction

Sans objet

Article II.3.2.2 : Autorisation sous conditions

Sans objet

Article II.3.2.3 : Conditions d'utilisation et d'exploitation

Tout est interdit sauf les activités sans fréquentation permanente (et sans hébergement) nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des espaces naturels forestiers.

Pour les travaux et opérations autorisés au présent chapitre, quel qu'en soit le type, l'exploitant :

- met en place tous les moyens nécessaires, afin de réduire au mieux la durée d'intervention des entreprises ;
- informe, au préalable, de la présence des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident.

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN ZONE A RISQUE BLEUE « B + Pro2 »

La sous-zone « B + Pro2 » est dimensionnée par les aléas de projection Pro2 et de surpression moyen plus (M+).

Sont inclus dans cette zone « B + Pro2 », les aléas suivants :

- aléa toxique de niveau M ;
- aléa de surpression allant de M+ à Fai ;
- effets de projection significatifs à effets indirects (Pro2).

Le principe applicable à ces zones est l'autorisation limitée de construire et d'aménager.

Article II.4.1 : Les projets nouveaux.

Article II.4.1.1 : Interdiction

Sont interdits tous les projets nouveaux à l'exception de ceux mentionnés dans l'article II.4.1.2.

Article II.4.1.2 : Autorisation sous conditions

Sont autorisés sous réserve de respecter les dispositions constructives définies à l'article II.4.1.3 :

- La réalisation, l'entretien d'infrastructures routières strictement nécessaires au fonctionnement des activités existantes à la date d'approbation du PPRT ou à l'acheminement des secours ;
- La mise en place de clôtures sous réserve de ne pas entraver l'intervention des secours ou l'évacuation de la zone ;
- Les constructions et installations d'intérêt général, les aménagements et infrastructures de transport à caractère non vulnérable[1] ainsi que leurs équipements, sous réserve que le maître d'ouvrage démontre l'impossibilité technique ou financière de les implanter en d'autres lieux et qu'il mette en œuvre des dispositions appropriées pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages ainsi que la sécurité des usagers ;
- L'installation temporaire de structure de chantier dans le cas de l'exploitation forestière (hors couchage) ;
- L'aménagement de sentiers de randonnée sous réserve de ne pas créer de zone de repos, de rassemblement ou tout autre dispositif permettant l'arrêt de randonneurs, sous réserve d'en recueillir l'accord du propriétaire foncier ou du gestionnaire.

Article II.4.1.3 : Conditions d'utilisation et d'exploitation.

L'ensemble des projets de la zone B+Pro2 ne doit pas conduire à augmenter la vulnérabilité des personnes, ni accueillir de nouvelles populations.

Pour les travaux et opérations autorisés au présent chapitre, quel qu'en soit le type, l'exploitant :

[1]Sont considérés comme vulnérable les aménagements du type piste cyclable, campings, aire d'accueil des gens du voyage, parc public, etc.

- met en place tous les moyens nécessaires, afin de réduire au mieux la durée d'intervention des entreprises ;
- informe, au préalable, de la présence des risques et de la conduite à tenir en cas d'accident.

Article II.4.1.4 : Prescriptions constructives

En zone B + Pro 2 tout nouveau projet autorisé doit assurer la protection des occupants contre les effets listés dans le tableau suivant :

Zone	Seuil effet thermique	Seuil effet surpression	Seuil effet toxique
B + Pro 2	Sans objet	≤ 140 mbar	≤ CL 1 %

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée dans le tableau précédent, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet effet. Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus.

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments des activités sans fréquentation permanente ainsi qu'aux bâtiments techniques ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

Article II.4.2 : Les projets liés à une construction ou à un aménagement autorisé à la date d'approbation du PPRT.

Article II.4.2.1 : Interdiction.

A l'exception de l'extension de la construction existante, qui est autorisée dans la limite de 15 m² de surface de plancher, sont interdits :

- tout changement de destination en hébergement hôtelier ou de commerce ;
- la création d'établissements recevant du public (ERP).

Tous les projets sur les biens et activités existantes ayant pour effet d'augmenter la population présente ou sa vulnérabilité sont interdits, à l'exception des activités liées à l'exploitation forestière.

Article II.4.2.2 : Autorisation sous conditions.

Tous les projets, à l'exception de ceux interdits, sont autorisés sous réserve de respect des prescriptions de l'article II.4.2.4.

Article II.4.2.3 : Conditions d'utilisation et d'exploitation

L'ensemble des projets de la zone B + Pro 2 ne doit pas conduire à augmenter la vulnérabilité des personnes.

L'installation temporaire de structure de chantier (sans couchage) dans le cas de l'exploitation forestière est autorisée.

Pour les travaux et opérations autorisés au présent chapitre, quel qu'en soit le type, l'exploitant :

- met en place tous les moyens nécessaires, afin de réduire au mieux la durée d'intervention des entreprises ;
- informe, au préalable, de la présence des risques et de la conduite à tenir en cas

d'accident.

Article II.4.2.4 : Prescriptions constructives.

En zone B + Pro 2 tout nouveau projet autorisé doit assurer la protection des occupants contre les effets listés dans le tableau suivant :

Zone	Seuil effet thermique	Seuil effet surpression	Seuil effet toxique
B + Pro 2	Sans objet	≤ 140 mbar	≤ CL 1 %

Lorsqu'une étude démontre qu'un projet est exposé à une intensité moindre que celle mentionnée dans le tableau précédent, le projet permet d'assurer la protection des personnes pour cet effet. Ces projets font l'objet d'une étude préalable qui détermine les conditions de réalisation des constructions répondant aux objectifs de performance ci-dessus.

Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux bâtiments des activités sans fréquentation permanente ainsi qu'aux bâtiments techniques ne nécessitant pas de présence humaine permanente.

TITRE III : MESURES FONCIERES

Afin de réduire le risque à terme, par l'éloignement des populations, le PPRT rend possible la mise en œuvre des instruments de maîtrise foncière prévus par le code de l'urbanisme ou le code de l'expropriation :

- le droit de préemption ;
- le droit de délaissement ;
- l'expropriation des biens.

Article III.1 : Droit de préemption

Sans objet dans le présent PPRT.

Article III.2 : Droit de délaissement

Sans objet dans le présent PPRT.

Article III.3 : Expropriation

Sans objet dans le présent PPRT.

Article III.4 : Échéancier de mise en œuvre des mesures foncières

Sans objet.

TITRE IV : MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS

Dans le cas d'effet de surpression, le propriétaire peut effectuer une étude approfondie de vulnérabilité, afin de déterminer l'impact des aléas sur la totalité du bâtiment et en chaque point de ce bâtiment, pour déterminer les mesures de protection à mettre en œuvre.

Si le coût des travaux de protection dépasse les limites fixées par l'article L.515-16-2 du code de l'environnement, les travaux de mise en sécurité doivent être menés, afin de protéger les occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

CHAPITRE 1 : MESURES SUR LES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Le bâti peut contribuer à protéger les personnes des effets d'un aléa technologique. Il est donc possible d'aménager le bâti existant pour réduire la situation de vulnérabilité des personnes exposées. Le PPRT prescrit des mesures de réduction de la vulnérabilité uniquement sur les logements.

Les prescriptions correspondantes dépendent évidemment du type d'effet.

Dans le cas du présent PPRT, seul un logement est potentiellement soumis à un simple aléa de projection.

Pour ce type d'aléa, la réglementation n'impose aucune prescription sur le bâti existant.

Article IV.1.1 : Prescriptions applicables en zone R+Pro1

En l'absence d'enjeux sur cette zone, sans objet.

Article IV.1.2 : Prescriptions applicables en zone B+Pro2

Pour le bien existant à la date d'approbation du PPRT et localisé dans un secteur impacté par des effets toxiques, de surpression et de projection, des travaux de réduction de la vulnérabilité sont réalisés par le propriétaire, afin d'assurer la protection des occupants de ce bien pour les effets ci-dessus.

Ces mesures devront être mises en œuvre dans un délai de onze ans à partir de la date d'approbation du PPRT.

CHAPITRE 2 : PRESCRIPTIONS SUR LES USAGES

Article IV.2.1 : Transport de matières dangereuses dans la périmètre d'exposition au risque

Hormis ceux strictement nécessaires à l'activité du dépôt de munitions, le stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses en dehors de la limite de l'établissement militaire concerné et sur la voie publique à l'intérieur du PER est interdit.

Des panneaux d'informations relatifs à cette interdiction de stationner sont mis en place le long de la RN 2 par le ministère des Armées en relation avec les gestionnaires de la voirie, dans un délai d'un an à compter de l'approbation du présent PPRT.

Le stationnement de véhicules civils est par ailleurs interdit le long de la RN2 dans la zone B + Pro 2 du PPRT.

Article IV.2.2 : Infrastructures terrestres

Une signalisation de danger d'explosifs, à destination des usagers, est mise en place sur les voiries dans les deux sens de circulation au droit du périmètre d'exposition au risque, sur la N2 à l'ouest de l'établissement militaire.

Cette mesure est assurée par le ministère des Armées en relation avec le gestionnaire de la voirie, dans un délai d'un an à compter de l'approbation du présent PPRT.

Article IV.2.3 : Transports collectifs sur route

La construction ou la délimitation de nouveaux arrêts de bus à l'intérieur du PER est interdite

Sur cette zone, les projets d'aménagements des réseaux de transports collectifs sont motivés par le maître d'ouvrage, afin de diminuer au maximum l'exposition des personnes au risque de surpression.

Article IV.2.5 : Établissements recevant du public

En l'absence d'enjeux sur cette zone, sans objet.

Article IV.2.6 : Espaces publics ouverts

En l'absence d'enjeux sur cette zone, sans objet.

Article IV.2.7 : Manifestation sportive et culturelle en plein air

En l'absence d'enjeux sur cette zone, sans objet.

CHAPITRE 3 : MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Les mesures d'accompagnement prévues par le PPRT concernent l'information sur les risques technologiques.

Conformément aux dispositions de la loi du 31 juillet 2003 relative notamment à la prévention des risques technologiques et naturels, tous les deux ans au moins, à compter de l'approbation du présent PPRT, le maire de la commune de Roura organisera l'information des populations sur l'existence et le contenu du présent PPRT selon des formes qui leur paraîtront adaptées, et avec le concours, en tant que de besoin, des services de l'État.

Il réalisera également son document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) à partir du dossier départemental des risques majeurs (DDRM) et des « Porter à Connaissance » réalisés et fournis par le Préfet.

Conformément aux dispositions de la loi du 13 août 2004 relative à la modernisation de la Sécurité Civile, le maire de Roura réalisera également, avec le concours en tant que de besoin des services de l'État, un plan communal de sauvegarde (PCS) destiné à organiser les secours et les moyens de protection et de sauvegarde de la population.

Conformément aux dispositions de l'article L. 731-3 du code de la sécurité intérieure, le président de l'EPCI concerné par le PPRT doit réaliser, avec le concours en tant que de besoin des services de l'État, un Plan interCommunal de Sauvegarde (PiCS) destiné à apporter un appui des moyens intercommunaux aux communes concernées par la gestion d'une crise.

TITRE V : SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Le dépôt de munitions est concerné par les articles L.5111-1 à L.5111-7 du code de la défense et un polygone d'isolement a été créé par décret du 15 février 1994.

Ce polygone d'isolement est une servitude d'utilité publique qui délimite une zone extérieure au site militaire dans laquelle les constructions sont soumises à autorisation du ministère des Armées pour des raisons de sécurité pyrotechnique et de protection de l'activité.

Il n'existe pas de servitude d'utilité publique instaurées en application de l'article L.515-8 du code de l'environnement.

GLOSSAIRE

« Activités sans fréquentation permanente » :

Les activités pouvant être considérées comme sans fréquentation permanente regroupent toutes les constructions, installations, ouvrages, équipements au sein desquels aucune personne n'est affectée en poste de travail permanent, c'est-à-dire des activités ne nécessitant pas la présence permanente de personnel pour fonctionner.

La présence de personnel dans ces activités est liée uniquement à leur intervention pour des opérations ponctuelles (opérations de maintenance par exemple).

À titre d'exemple, les activités suivantes peuvent entrer dans le champ d'application du présent paragraphe, sous réserve du respect des critères précédents, et de la réglementation spécifique leur étant applicable :

- les stations d'épuration automatisées ;
- les fermes photovoltaïques ;
- les éoliennes ;
- les installations liées aux services publics ou d'intérêt collectif, telles que réseaux d'eau.

« Annexe » :

Une annexe, au sens du présent règlement est un bâtiment constituant une dépendance d'un bâtiment à usage principal d'habitation et dont l'usage ne peut donc être qu'accessoire à celui-ci (par exemple : ateliers, abris à bois, abris de jardin, locaux techniques, (chaufferies, filtrations, etc.), préaux, abris ou garages (véhicules, cycles, etc.).

Les annexes ne peuvent à elles seules constituer un logement, ni servir de local artisanal, ou commercial, ou de siège à toute autre activité.

« Espaces publics ouverts» :

Désigne un espace de plein air où la circulation et l'accès du public sont libres.

« Équipement d'intérêt général » :

Équipement destiné à un service public (par exemple : alimentation en eau potable y compris les forages, assainissement, épuration des eaux usées, réseaux, etc.).

« ERP » :

Établissement recevant du public, au sens de l'article R.123-2 du code de la construction et de l'habitation. La « capacité d'accueil » au titre du PPRT est considérée égale à celle définie par l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

« ERP difficilement évacuable » :

Établissement recevant du public abritant des personnes vulnérables et/ou de faible autonomie et/ou à mobilité réduite ou dont le déplacement nécessite un encadrement spécifique (exemple : crèches, halte-garderie, hôpitaux, maisons de retraites, établissement pénitentiaires, etc.)

Doivent également être considérés comme des ERP de la 1ère à la 4ème catégorie, notamment les grandes surfaces commerciales, lieux de manifestations (spectacles, concerts, stades, etc.).

« Extension» :

Le terme d'extension concerne les agrandissements d'installation et/ou bâtiment existants.

« Nouveau logement » :

Sous-ensemble d'une construction qui dispose d'un niveau d'équipements suffisant pour permettre à son/ses occupants(s) d'y vivre en autonomie (ex : studio dans une maison d'habitation, transformation d'une annexe en appartement).

« PER » ou Périmètre d'exposition au risque :

Secteur concerné par l'enveloppe des effets des phénomènes dangereux pris en compte dans le cadre du PPRT. Il est délimité par un trait épais rouge sur les cartes de zonage.

« Projet »:

On entend par « projet » la réalisation d'aménagement ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension, le changement de destination ou la reconstruction des constructions existantes.

Dans le présent règlement, on distingue :

- les projets liés à une construction ou à un aménagement autorisé à la date d'approbation du PPRT : projets de modification, d'aménagements ou d'extension (avec ou sans changement de destination) de constructions autorisées à la date d'approbation du PPRT ;
- les projets nouveaux : projets de constructions nouvelles quelle que soit leur destination, projets d'aménagements nouveaux ; projets liés à une construction ou un aménagement autorisé après la date d'approbation du PPRT.

Un projet autorisé à la date d'approbation du PPRT est un projet dont la demande d'autorisation d'urbanisme a reçu un avis favorable par la collectivité compétente à la date d'approbation du PPRT.

« Unité foncière » :

L'unité foncière est définie comme un îlot de propriété d'un seul tenant, composé d'une parcelle ou d'un ensemble de parcelles appartenant à un même propriétaire ou à la même indivision.

Concernant les droits à bâtir, lorsqu'il est fait référence à l'unité foncière, ces mêmes droits s'appliquent seulement à la superficie du terrain ou de l'unité foncière compris dans la zone concernée.

« Surface de plancher » :

La surface de plancher s'entend comme la somme des surfaces de planchers closes et couvertes sous une hauteur sous plafond supérieure à 1 mètre 80, calculée à partir du nu intérieur des murs.

Elle se substitue tout à la fois à la surface de plancher hors œuvre brute (SHOB) et à la surface de plancher hors œuvre nette (SHON).

Le décret n°2011-2054 du 29 décembre 2011, publié au JO du 31 décembre 2011, fixe les

conditions dans lesquelles pourront être déduites les surfaces des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques, ainsi que 10 % des surfaces de planchers des immeubles collectifs.

PPRT - Montagne des Serpents - Commune de ROURA (973)

